

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LA MAIN-D'ŒUVRE AGRICOLE

PENDANT LA GUERRE

Remèdes à apporter à la crise de la main-d'œuvre agricole

THÈSE POUR LE DOCTORAT

SCIENCE POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE

Présentée et soutenue le 7 Mars 1921

PAR

Jean REGNAULD

AVOCAT A LA COUR D'APPEL DE PARIS

DIPLOMÉ DE L'ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Président : M. SOUCHON, Professeur.

Suffragants { MM. PERREAU
HITIER } Professeurs.

ÉDITIONS
DE " LA VIE UNIVERSITAIRE
13, QUAI DE CONTI, 13

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LA MAIN-D'ŒUVRE AGRICOLE

PENDANT LA GUERRE

Remèdes à apporter à la crise de la main-d'œuvre agricole

THÈSE POUR LE DOCTORAT

SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES

Présentée et soutenue le 7 Mars 1921

PAR

Jean REGNAULD

AVOCAT A LA COUR D'APPEL DE PARIS

DIPLOMÉ DE L'ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Président : M. SOUCHON. Professeur.

<i>Suffragants</i>	{	MM. PERREAU HITIER	{	<i>Professeurs.</i>
--------------------	---	-----------------------	---	---------------------

ÉDITIONS

DE " LA VIE UNIVERSITAIRE "

13, QUAI DE CONTI, 13





Digitized by the Internet Archive
in 2026

AVANT-PROPOS

Il y a six ans, l'avenir de notre pays paraissait sombre : malgré les affirmations de quelques utopistes, nous sentions peser sur nous la menace d'une guerre avec l'Allemagne ; et cette guerre, nous devinions qu'elle serait un duel à mort, mettant en œuvre toutes les forces de la nation, puisque le but, plus ou moins avoué, du pangermanisme était la domination mondiale. Le danger était grand, il était même plus grand qu'on ne le supposait : en effet, lorsque cette guerre, inévitable depuis longtemps, se déclara, il semblait que ce fut dans les conditions les plus favorables pour nous, et pourtant, un mois après l'ennemi était aux portes de Paris, et sans la victoire merveilleuse, mais presque inespérée, de la Marne, c'en était fait de nous.

Quant aux conditions que l'Allemagne comptait nous imposer, tout le monde les connaît bien. Tous, cultivateurs, commerçants, ouvriers, industriels, nous étions menacés dans notre liberté et dans nos intérêts les plus immédiats. Pour chacun de nous et pour nos enfants, c'était la ruine et la misère. Et tandis que les Allemands auraient exploité à

leur profit les richesses de notre pays, nous, nous devenions le peuple d'esclaves.

Voilà donc les dangers auxquels nous avons échappé. Pour cela de lourds sacrifices ont été nécessaires ; ils porteront leurs fruits. Et de même que le pays tout entier a fait la guerre, tout le pays doit en bénéficier.

Il y a pour cela une condition primordiale, indispensable, qui doit dominer maintenant notre politique intérieure, qui doit être imprimée au fond de tous les cœurs : augmenter notre production nationale.

Voyons rapidement quelle est la situation où nous laisse cette guerre victorieuse.

Pour le moment, nous sommes considérablement appauvris. Nous le sommes d'abord parce que la guerre a coûté très cher, et nous le sommes parce que toute une partie de notre pays a été dévastée.

Dévastée, on sait ce que cela représente : maisons démolies, usines détruites, chemins de fer et canaux inutilisables, mines effondrées ou inondées, troupeaux, machines, fortunes volés par l'ennemi, enfin, en bien des endroits, sol bouleversé par les obus et les tranchées au point de n'être plus cultivable.

Quant aux dépenses de guerre proprement dites, c'est une question qui demande à être examinée de plus près. On a pu lire, ces jours-ci, que les dépenses de guerre atteindraient au moins 176 milliards. Pour payer tous ces achats, le gouvernement a dû emprunter de l'argent, soit à la Banque de France, soit aux Français, soit à l'étranger. Mais ces emprunts, ces dettes, il va falloir les rembourser peu à peu, et en attendant qu'ils le soient, en payer les intérêts. Des

achats ont été faits en partie à l'étranger : ainsi, il a fallu faire venir d'Amérique des obus, des chevaux, du blé, de la viande frigorifiée, et le paiement de ces achats appauvrit évidemment notre pays. Mais pour les achats faits par le gouvernement à des Français, cela peut sembler moins évident : l'argent est passé des mains de l'Etat à celles des particuliers ; il reviendra par le moyen de l'impôt dans celles de l'Etat ; il n'est pas sorti du pays. Nous n'avons pas perdu de monnaie, c'est entendu ; mais, ce qui revient au même, nous avons perdu en partie nos richesses naturelles et le produit de notre travail : des tonnes d'acier qui auraient pu servir à fabriquer des machines agricoles ou des locomotives, sont maintenant émiettées sur les champs de bataille, à l'état d'éclats d'obus ou de débris inutilisables. De même des tonnes de bois, qui auraient pu servir à construire des maisons ou à nous chauffer, pourrissent dans les tranchées. De même pour le charbon, le cuir, le drap. Aujourd'hui, nous ressentons la perte de tout cela.

Mais en regard de cet appauvrissement, il faut voir les avantages résultant de notre victoire. D'abord, la menace de guerre qui pesait sur nous depuis plus de 40 ans est disparue, au moins pour longtemps ; l'avenir sombre a fait place à un sentiment de confiance. Ensuite, l'Allemagne va, pendant de nombreuses années, nous verser une indemnité sous forme de machines, de matières premières, de produits de toutes sortes ; cette indemnité devra non seulement compenser les dommages causés, mais payer une partie de nos dépenses de guerre. De plus, nous retrouvons les richesses importantes des provinces libérées : mines de fer, mines de potasse, et la fertile terre de l'Alsace. Enfin, aux lieu d'ami-

tié qui nous unissaient à nos alliés, s'ajouteront des accords commerciaux qui faciliteront nos achats à l'étranger et ouvriront de nouveaux marchés pour nos produits ; en même temps, auront disparu les traités lamentables qui nous imposaient de subir l'invasion des marchandises allemandes.

Donc, pour résumer notre situation actuelle, nous trouvons, en regard d'un appauvrissement momentané, des avantages de longue durée qui nous ouvrent le plus bel avenir, si nous savons en profiter.

Nous sommes pauvres, mais dans une excellente situation pour nous enrichir.

Eh bien, pour nous relever de notre appauvrissement, aussi bien que pour bénéficier des avantages de la victoire, il faut travailler, il faut tirer parti de toutes les ressources, il faut produire, produire davantage, produire le plus possible.

Produire, c'est, d'une façon générale, transformer ce qui nous est fourni par la nature, de manière à l'utiliser pour vivre ou pour améliorer nos conditions d'existence. La transformation peut être plus ou moins compliquée : cultiver du blé, le battre, le moudre en farine et en faire du pain, c'est produire ; de même fabriquer des vêtements avec la laine des moutons, de même extraire le charbon pour le brûler dans nos cheminées ou dans nos fourneaux. Autrefois, avant que la civilisation n'ait commencé son œuvre, l'homme s'efforçait de produire ainsi ce qui lui était indispensable : nourriture, vêtements, chauffage. Mais dès qu'il a pu produire un peu plus que ses besoins immédiats l'exigeaient, il a constitué des provisions, des réserves qui le débarras-

saient pour quelques jours ou quelques semaines du souci de sa subsistance ; telle a été l'origine de l'épargne, l'homme a profité du répit qui en résultait pour fabriquer ou perfectionner des outils de travail ; cela était une manière indirecte de produire, puisque, avec ces outils, il pourrait ensuite produire davantage et plus facilement. De l'épargne est sorti ainsi peu à peu le progrès, la civilisation. Les outils primitifs du début sont devenus aujourd'hui les machines agricoles, les métiers à tisser, les locomotives et les moteurs électriques. Et lorsqu'on transforme du minerai de fer en machines qui serviront à semer ou à moissonner le blé, en rails et en wagons qui permettront de transporter le charbon de la mine jusqu'à tous les points du territoire, lorsqu'on transforme l'énergie d'une chute d'eau en électricité qui apportera partout la lumière ou la force nécessaire à tous les travaux, on fait de la production. On pourrait même dire que, pendant notre enfance, lorsque nous développons peu à peu, par l'instruction, notre intelligence, nous commençons déjà à produire, car nous préparons un merveilleux outil, l'intelligence, qui nous permettra plus tard d'organiser l'exploitation d'une ferme ou d'une usine.

La prospérité d'un pays est intimement liée à sa production. Cela peut sembler évident : pour améliorer la situation du peuple, il faut augmenter ses moyens de subsistance. Pourtant, cette notion toute simple est bien souvent oubliée, parfois même on refuse de l'admettre. Etudions-la donc de plus près.

Avant la formation des sociétés, les hommes vivaient groupés par familles, ou même isolément. Chacun produisait sa nourriture, ses vêtements, ses outils, son chauffage.

Dans cette situation-là, chacun savait bien qu'en fabriquant deux fois plus de pain il aurait deux fois à manger, qu'en amassant deux fois plus de bois il pourrait avoir deux fois plus chaud. Peu à peu, les hommes se sont groupés en familles, en tribus, en sociétés : cela a été un progrès ; d'une part, en effet, les forces mises en commun étant plus grandes, on pouvait entreprendre des travaux importants d'intérêt général : construction de routes, de canaux, de ports ; et, d'autre part, chacun pouvait se spécialiser dans un certain travail, sachant que, pendant qu'il fabriquait par exemple du pain, d'autres faisaient des vêtements, des chaussures, et qu'il trouverait ainsi à s'en procurer. Grâce à cette division du travail, chacun devenait plus habile en son métier et produisait davantage.

Mais, pour ces hommes associés qui forment un peuple, le principe qui était vrai pour un homme isolé ne subsistait-il pas intégralement ? En produisant davantage, ils auront plus de ressources, la vie sera plus facile, plus douce, et le bien-être général aura augmenté.

C'est ainsi que la France est une grande association. Chacun de nous produit une part de ce qui est nécessaire à la vie du pays ; chacun collabore, par l'impôt, aux travaux d'intérêt général. Tous nous sommes solidaires les uns des autres, et le bien-être, la richesse de chacun de nous dépend de la prospérité du pays. Supposons, en effet, que la France arrive à doubler sa production ; n'en résultera-t-il pas que chaque Français disposera de deux fois plus de pain, de viande, de vêtements, de charbon, etc. ?

En général, un pays ne produit pas tous les objets nécessaires à la vie de ses habitants. Par suite des ressources de

son sol, de sa situation, de son climat, il est amené à se spécialiser dans certaines catégories de production qui sont plus avantageuses pour lui. La France, par exemple, très riche en minerai de fer, manque au contraire de charbon. Qu'arrive-t-il alors ? C'est que chaque pays vend aux autres ce qu'il a produit en excès, et cela lui permet d'acheter ce qu'il ne peut produire lui-même en quantité suffisante. Ces sortes d'échanges constituent le commerce extérieur du pays ; ce qu'il vend au dehors constitue l'exportation, ce qu'il achète, l'importation.

L'importance du commerce est un signe d'activité économique, de production abondante, et, par suite, de prospérité.

Mais si un pays ne produit plus suffisamment pour obtenir, au moyen du commerce, ce qui lui est nécessaire pour vivre, il marche à sa ruine. Tel était, pendant la guerre, le cas de la plupart des belligérants, et le nôtre en particulier ; tant que nos voisins ou alliés voulaient bien nous fournir à crédit, nous pouvions vivre. Mais on ne trouve pas indéfiniment du crédit. L'Allemagne s'en est bien aperçu pour son propre compte.

En somme, pour avoir de quoi vivre, il faut produire suffisamment, et plus nous produirons, plus la vie sera facile. Jusqu'à présent, on n'a pas assez tenu compte de cette loi naturelle. On s'est, en effet, beaucoup plus préoccupé de modifier la répartition des richesses que de les augmenter. On s'est efforcé d'y parvenir par le moyen de l'impôt, en faisant supporter aux classes riches une part plus lourde des charges du pays ; on s'est efforcé aussi d'augmenter, dans la plupart des entreprises, la part qui revient aux employés en diminuant celle qui allait aux employeurs. Ces

mesures partent, en général, d'excellentes intentions, et témoignent d'un bel esprit de justice et d'équité. Remarquons toutefois en passant qu'il existe souvent des richesses qui sont le résultat du travail et de l'épargne et que l'on risquerait de décourager tout effort, toute initiative, le jour où chacun pourrait craindre de ne pas bénéficier suffisamment de son travail et de ne pas voir ses enfants bénéficier d'une épargne laborieusement accumulée.

Mais ce qui est aussi important à constater, c'est que l'on ne pourrait arriver par cette voie qu'à un résultat tout à fait médiocre : si, en France, nous partagions toutes nos ressources, tous nos revenus, en admettant que cela puisse se faire sans bouleverser notre production, nous disposerions d'un revenu quotidien légèrement inférieur à deux francs par tête et par jour, le calcul a été fait bien des fois. Ce n'est pas un résultat merveilleux ; et s'il était obtenu, croyez-vous qu'il n'y aurait pas tout de suite des gens qui travailleraient plus que les autres, feraient des économies, et que l'égalité parfaite subsisterait longtemps ?

Au contraire, si nous parvenions à doubler notre production, chacun des Français serait deux fois plus riche, chacun aurait deux fois plus de choses utiles ou agréables à sa disposition ; et comme il serait possible de faire bénéficier particulièrement la classe pauvre de cet accroissement de production, on pourrait ainsi tripler ou quadrupler la fortune de toute une partie de la population. Bien peu de gens préféreraient gagner uniformément 40 sous par jour. N'oublions donc pas que l'amélioration sociale n'est pas seulement une question de partage, elle est bien davantage, elle est avant tout une question de production. Il est donc pro-

fondément ridicule et triste de voir des entreprises dans lesquelles le patron et les actionnaires d'une part, les employés et ouvriers d'autre part, sont en discussions perpétuelles, chacun voulant augmenter sa part dans la répartition des recettes. Ils arrivent seulement, pour une question de quelques francs, à se ruiner mutuellement, alors qu'en développant d'un commun accord la prospérité de l'entreprise, ils en retireraient les uns et les autres des avantages considérables, et le pays bénéficierait de l'accroissement de production réalisé.

Actuellement la vie est chère, c'est un fait trop certain. La nourriture, les vêtements, les moyens de transport, le chauffage, l'éclairage, tout a augmenté dans des proportions qui varient du double au décuple. On a donné de cette hausse des prix diverses raisons : accroissement des importations, change défavorable, hausse des frets et des assurances maritimes, excès de circulation monétaire (40 milliards au lieu de 10 avant la guerre), difficultés de transport. Mais tout cela se ramène à une cause première indiscutable : nous manquons en France, actuellement, d'une foule de produits indispensables ; nous ne possédons plus en quantité suffisante les outils, les moyens de transport nécessaires. Bref, la vie est chère parce que le pays est pauvre. Si nous produisions suffisamment, nos importations diminueraient ; si nous possédions plus de navires, nous ne serions pas forcés de payer des sommes considérables aux armateurs étrangers ; si nos stocks de marchandises étaient plus considérables, la monnaie cesserait d'être en excès et de perdre de sa valeur. Quant aux difficultés de transports intérieurs, elles n'ont sur la hausse des prix que des effets locaux et

passagers. Donc, quand nous aurons reconstruit nos usines, repris l'exploitation de nos mines et la culture de notre terre, quand un travail actif aura comblé le déficit de production causé par la guerre, la vie chère aura disparu.

Au lieu de cela, qu'arrive-t-il actuellement ? La vie étant chère, on augmente les salaires, et cela est sans doute indispensable, car il faut bien vivre. Mais au lieu d'améliorer la situation, cela l'aggrave, l'augmentation des salaires augmente tous les prix de revient. Ainsi, les Compagnies de chemins de fer payant plus cher leurs employés, ont dû augmenter leurs tarifs, et encore arrivent-elles à peine, malgré cette augmentation, à couvrir leurs frais, tout en réduisant tous les travaux au minimum. Du coup, le prix des marchandises transportées a augmenté. De même, les ouvriers mineurs ayant eu leurs salaires augmentés, le charbon coûte plus cher. Et il en est de même pour tout. Le prix de la vie continuant donc à augmenter, il faudra continuer d'augmenter les salaires. Et tant que nous n'augmenterons pas notre production, la vie sera de plus en plus chère, et on finira par dire un franc là où on disait un sou. Nous aurons changé de langage, mais nous n'y aurons rien gagné. Un ouvrier gagnera 100 francs par jour, mais il paiera son pain 5 francs la livre et un vêtement 1.500 francs. A quoi cela nous avancera-t-il d'être tous millionnaires, le jour où l'argent n'aura plus de valeur ?

Car voilà d'où vient l'erreur. Nous oublions que la monnaie est une marchandise très précieuse si on peut l'échanger contre une autre, mais sans utilité par elle-même. Pour nous, un franc c'est quelque chose de palpable, de fixe, de bien défini. Et nous croyons que, si nous gagnons 10 francs

par jour au lieu de 5, nous sommes deux fois plus riches. Mais non, si tout a en même temps triplé de prix, ne sommes-nous pas plus pauvres ?

Donc élevons les salaires autant que cela est nécessaire pour compenser la cherté de la vie, mais ne songeons pas à nous enrichir par cette voie. Seulement produisons, produisons davantage, doublons notre production, et nous serons alors tous deux fois plus riches, puisque tout coûtera deux fois moins cher.

Comment faire pour accroître notre production ? D'abord, pour produire, les conditions indispensables sont le bon ordre et l'organisation. Il est certain, par exemple, que la Russie ne produit pas grand chose en ce moment. Mais je n'insiste pas sur ce point, car la population de notre pays a trop de bon sens pour compromettre par les disputes et les émeutes le fruit de l'effort admirable fourni pendant 4 ans.

Pour produire beaucoup, que faut-il produire ? Evidemment ce que l'on est capable de fournir dans les conditions les plus avantageuses. Tout en cherchant à produire, en France, ce qui nous manque, il faut surtout chercher à tirer parti des ressources de notre pays, et d'abord et avant tout de notre admirable terre de France, si fertile, capable de nourrir tout le peuple français. Il faut aussi profiter de nos riches mines de fer pour devenir de grands producteurs d'acier ; nous manquons de charbon, mais nous avons la houille blanche, l'énergie de toutes les chutes d'eau de nos régions montagneuses, que nous pouvons transformer en électricité, en économisant ainsi d'énormes quantités de charbon. Il faut, enfin, profiter de notre situation géographique par la construction de ports maritimes et par la

création d'une importante marine marchande, qui nous permettra de tirer bénéfice des transports maritimes au lieu d'en faire bénéficier d'autres pays à nos dépens.

Pour accroître notre production, il y a deux méthodes. L'une consiste à multiplier les entreprises pour cela, cultiver des terres encore incultes (il en reste encore en France et surtout aux colonies); exploiter de nouvelles mines en essayant de tirer parti, grâce à des procédés nouveaux, de minerais moins riches ; encourager la création de nouvelles industries ; multiplier les usines. Mais, pour tout cela, il faut de l'argent et il faut des hommes.

De l'argent, on peut être assuré d'en trouver en France, tant que chacun sera rassuré sur le revenu de son argent. Mais des hommes, il n'en est pas de même. Cet accroissement du nombre des entreprises fera croître la demande de main-d'œuvre, mais ce serait une erreur de croire que la main-d'œuvre risque dans quelque temps de rester sans emploi et que le travail fera défaut. Cela pourra peut-être se produire pendant la période d'après-guerre ; bien des industries, ruinées par la guerre, ne pourront pas reprendre tout de suite leur travail ; d'autres ayant travaillé pour la guerre, ne pourront s'adapter immédiatement à un travail de paix ; car, pour pouvoir payer les employés, il faut une production qui rapporte. Mais ces problèmes ont été envisagés. En facilitant la reprise de la vie économique du pays, la période de crise sera aisément traversée.

Et après on ne tardera pas à s'apercevoir que, plus encore qu'avant la guerre, nous manquons d'hommes. Dès maintenant, d'abord, la terre française est capable de faire vivre plus de gens qu'il n'en ira vers elle, elle est toujours prête

et n'attend que des bras pour la travailler. Déjà avant la guerre, il venait tous les étés en France une moyenne de 60.000 travailleurs agricoles étrangers, et ce déficit se sera considérablement accru, car ce sont les paysans qui ont payé le plus largement l'impôt du sang.

Dans les mines de houille, sur 200.000 ouvriers, il y avait 20.000 étrangers, et dans les mines de fer le chiffre s'élevait à 60.000. Ne vaudrait-il pas mieux que ce soit les Français qui bénéficient de tout l'argent qui s'en allait, sous forme de salaires, à l'étranger ?

Je sais bien que, pendant la guerre, les femmes françaises ont montré qu'elles étaient capables de remplacer les hommes appelés à défendre le pays. En particulier dans les travaux agricoles, elles ont fait preuve, pour ce remplacement, d'énergie, de persévérance et d'un admirable amour du sol natal. Mais il ne faut pas trop leur demander. Sans compter qu'elles ne peuvent pas fournir la même quantité de travail que l'homme, il ne faut pas les détourner de leur place véritable, qui est au foyer, de leur rôle, qui est de s'occuper de leur ménage et d'élever leurs enfants.

Donc nous manquons d'hommes, c'est même là le danger qui nous menace et qui pourrait limiter notre production. A cette grave question de la dépopulation, on a cherché des remèdes ; ceux-ci sont difficiles à trouver et leur résultat se fera encore longtemps attendre. Tant que nous manquerons d'hommes, il sera difficile, sinon impossible, d'accroître le nombre des entreprises. Et c'est pourquoi il faudra recourir, pour augmenter notre production, à la seconde méthode : accroître le rendement, l'efficacité du travail, et il y a beaucoup à faire dans cet ordre d'idées. Accroître le rendement

du travail constitue un problème technique. Mais je veux répondre à une objection d'ordre social malheureusement trop répandue ; on craint en effet qu'en augmentant le rendement, on ne diminue le besoin de main-d'œuvre et qu'il en résulte un accroissement de chômage et une diminution de salaire. Cette crainte est bien peu justifiée, puisque la main-d'œuvre française existant après la guerre sera loin de suffire aux besoins. Etudions-la malgré cela plus attentivement. Sans doute, si l'amélioration du rendement ne correspondait pas à un accroissement de la production, on serait exposé à voir augmenter le chômage. Le patron d'une entreprise pouvant réaliser la même production avec un nombre plus restreint d'ouvriers, pourrait songer à en congédier un certain nombre. Mais puisque nous voulons, au contraire, augmenter le plus possible la production, le problème est tout différent. Prenons un exemple simple : un cordonnier et son aide fabriquent ensemble deux paires de chaussures par jour. La vente de ces deux paires rapporte au cordonnier un bénéfice de 15 francs, dont une partie lui sert à payer son aide et dont l'autre constitue son revenu personnel. Supposons que, en perfectionnant leurs outils ou en travaillant davantage, ce cordonnier et son aide arrivent à fabriquer quatre paires par jour. Le cordonnier va-t-il congédier son aide et se contenter de fabriquer à lui tout seul deux paires de chaussures par jour. Ce serait absurde. Ne vaut-il pas mieux pour lui doubler sa production, ce qui lui permettra, tout en augmentant les salaires de son aide, de doubler son propre revenu ?

Mais, direz-vous, trouvera-t-il à vendre les quatre paires de chaussures ? Telle est, en effet, l'inquiétude de tous ceux

qui songent à entreprendre ou à accroître une fabrication. Eh bien, il y a deux choses à répondre à cela.

D'abord, si tout le pays double sa production ; si, non seulement les cordonniers, mais les cultivateurs, mais les tisserands, mais les mineurs produisent deux fois plus, chacun sera deux fois plus riche, chacun aura deux fois plus de paires de chaussures, comme il aura deux fois plus de vêtements et deux fois plus de bien-être. Et, en réalité, il en est ainsi ; si nous comparions l'existence d'un homme, il y a cinq siècles, à celle d'un homme occupant aujourd'hui le même rang dans la société, nous verrions que l'homme possède et utilise aujourd'hui beaucoup plus d'objets nécessaires ou agréables qu'autrefois : c'est le résultat de l'accroissement de production par le perfectionnement de l'outillage et les progrès du machinisme. Mais, de plus, l'étude des faits économiques montre que l'accroissement des rendements dans la fabrication d'une chose utile est toujours suivi, plus ou moins rapidement, d'un accroissement de consommation. Lorsque l'accroissement de rendement est brusque, il peut se produire une crise pendant laquelle la vente est difficile, et les prix baissent exagérément. Mais bien vite la consommation augmente à son tour, et l'accroissement de la vente compense largement la baisse des prix. Ce qu'il faut donc seulement chercher à atténuer, ce sont les effets passagers des accroissements trop brusques de production.

Le cordonnier dont nous parlions tout à l'heure peut être amené à baisser le prix de ses chaussures, mais comme il en vendra le double, ses bénéfices n'en seront pas moins considérablement accrus. Et si tous les cordonniers font de

même, le pays aura l'avantage de posséder plus de chaussures et à meilleur marché.

Les exemples abondent pour montrer qu'il ne faut pas redouter le progrès industriel et le perfectionnement du rendement.

Lorsqu'on a construit les premiers chemins de fer, les entreprises de diligences et les « rouliers », gens qui assuraient le transport des marchandises par la route, ont manifesté les plus vives inquiétudes sur leur sort.

Qu'est-il arrivé ? La circulation des voyageurs et les transports ont augmenté dans des proportions telles que les chemins de fer, aujourd'hui, font vivre un personnel bien plus nombreux que celui des entreprises de transport par route, d'un rendement pourtant très inférieur.

De même, lorsqu'on a construit le métro de Paris, on l'avait prévu pour une circulation très supérieure à celle réalisée par les omnibus et tramways. Pourtant, peu d'années après son inauguration, il était déjà à peine suffisant, et pourtant les omnibus, devenus autobus, et les tramways transportaient plus de monde que jamais.

Ne craignons donc pas de perfectionner et d'améliorer le rendement et l'efficacité du travail partout où nous pourrons le faire. Non seulement il n'y aura pas pour cela d'ouvriers congédiés, mais les salaires augmenteront et tout le pays bénéficiera des facilités de vie plus grandes.

Examinons maintenant rapidement par quels moyens on pourra perfectionner le rendement.

Depuis longtemps déjà, l'homme s'est efforcé, dans ses différents travaux, d'utiliser le moins possible sa propre force et de se servir soit des forces de la nature : vents, chu-

tes d'eau, soit de l'énergie dégagée par certains phénomènes chimiques tels que la combustion du charbon, soit enfin de la force des animaux domestiques. L'homme utilise ainsi des forces très supérieures aux siennes et son rôle consiste à les diriger, à les régler. En perfectionnant les machines, on a augmenté peu à peu la force conduite par chaque ouvrier, et par suite le travail produit.

C'est ainsi qu'une machine conduite par un seul homme, ou même par un enfant, pourra faucher le blé, le lier en gerbes, et exécuter en une journée un travail pour lequel 20 hommes n'auraient pas suffi.

Il faut continuer dans cette voie, réaliser des machines plus puissantes, et cela sera considérablement facilité par l'extension des distributions électriques qui apporteront partout, à la ville et dans les campagnes, l'énergie empruntée aux fleuves et aux torrents de la montagne.

Il faut aussi perfectionner nos méthodes de travail en utilisant les enseignements de la science et de l'expérience. Il y a beaucoup à faire dans cette voie pour notre agriculture ; il est lamentable en effet de constater qu'en France, où la terre est exceptionnellement fertile et le climat très doux, nous récoltons moins par hectare que dans les autres pays d'Europe. Ainsi pour le blé, alors que nous produisons 13 quintaux par hectare, l'Allemagne en produit 21, le Danemark 27. Pour les pommes de terre, la proportion est encore plus forte : France, 85 quintaux ; Allemagne, 137 ; Belgique, 183. Il faut recourir davantage à l'engrais, perfectionner nos procédés de culture, améliorer la qualité des produits de notre sol. Il y a un gros effort à faire, mais les résultats peuvent être merveilleux.

Pour accroître le rendement de notre travail, il faut encore ne rien laisser perdre. La fabrication d'une certaine matière entraîne souvent la production de plusieurs autres matières de valeur moindre et que, jusqu'à ces temps derniers, on n'utilisait pas. Ainsi, la fabrication du gaz d'éclairage produit en même temps du goudron et des sels ammoniacaux. Au lieu de les jeter, on commence aujourd'hui à extraire de ces goudrons des huiles qui remplacent l'essence dans certains moteurs à explosion, et une foule d'autres produits très utiles ; quant aux sels ammoniacaux, on peut les transformer en engrais dont nous avons vu la nécessité. On recueille de même aujourd'hui les gaz qui s'échappent des hauts-fourneaux où se fabrique la fonte. Ces gaz actionnent des moteurs au moyen desquels on produit l'électricité ; un autre résidu de la fabrication de la fonte, « le laitier », sert à faire des briques particulièrement économiques. Mais cette utilisation des sous-produits n'est encore pas répandue. L'industrie emploie encore trop de procédés primitifs, qui laissent perdre toute une partie de la production, et sont par conséquent à proscrire.

On peut enfin améliorer le rendement en perfectionnant le mécanisme même du travail manuel et les outils de l'ouvrier, de manière à augmenter son rendement et par suite son salaire, sans augmenter sa fatigue.

Un ingénieur américain, Taylor, s'est particulièrement occupé de ce problème et a obtenu, dans certaines usines des Etats-Unis, des résultats merveilleux. C'est l'application des procédés découverts par lui à ce sujet qui constituent en partie ce que l'on nomme aujourd'hui la « Taylorisation ». Ainsi Taylor a étudié quelle était la forme à donner

aux pelles pour le pelletage de différents matériaux ; il a constaté qu'il fallait des pelles de dimensions et de formes très différentes suivant que les matériaux étaient lourds ou légers, gros ou fins. En faisant fabriquer plusieurs séries de pelles adaptées aux divers matériaux à pelleter dans l'usine, il a pu augmenter dans de grandes proportions le travail produit par chaque ouvrier. De même, en perfectionnant la forme des échafaudages servant au maçon pour construire un mur en briques et en modifiant la disposition des briques sur cet échafaudage, il a pu simplifier considérablement les mouvements que l'ouvrier devait faire pour prendre une brique, la mettre en place et la fixer avec du ciment. Ce mouvement étant répété un grand nombre de fois dans la journée, le temps économisé au total pouvait être très grand. La maison était construite plus vite et coûtait moins cher. Enfin, même dans le cas du travail fort simple qui consiste à transporter à bras des blocs de fonte d'un point à un autre, en réglant la vitesse de marche de l'ouvrier, la durée et les intervalles des repos, il a pu tripler la quantité de blocs transportés sans que l'ouvrier soit plus fatigué.

On pourrait croire que tous ces petits perfectionnements devraient être trouvés par l'ouvrier mieux que par personne autre ; la preuve qu'il n'en est rien, c'est que des travaux fort simples comme ceux cités plus haut étaient exécutés depuis toujours d'une façon très imparfaite. Et cela n'a rien d'étonnant : pour chercher des améliorations, il faut une série d'expériences, d'études minutieuses faites montre en main et soigneusement enregistrées, il faut souvent des essais infructueux. L'ouvrier n'a pas le temps de faire tout cela, il se contente d'imiter les manières de faire de ses pré-

décèsseurs, et aucune amélioration ne se produit. Il arrive parfois même que ce soit l'inverse. Dans nos usines où, malgré les progrès techniques, le travail manuel joue encore un grand rôle, le rendement par ouvrier allait depuis quelque temps en baissant. Il fallait plus de monde pour extraire la même quantité de minerai et c'est pourquoi on était forcé de plus en plus de faire appel aux ouvriers étrangers.

Voilà donc les principaux moyens d'améliorer le rendement de notre travail et d'accroître notre production. Déjà, dans notre génération, la moyenne des hommes produit trois à quatre fois plus de choses utiles qu'autrefois. Voilà les chiffres qu'il faut augmenter. Cela n'a rien d'impossible.

Ainsi, notre situation actuelle exige plus impérieusement que jamais que nous augmentions notre production nationale. La prospérité du pays, c'est-à-dire le bien-être de chacun de nous, dépend étroitement de cet accroissement de production. Comme nous sommes, malheureusement, trop peu nombreux en France pour accroître sérieusement le nombre des entreprises de production, il est de toute nécessité d'accroître notre rendement individuel.

Chacun donc, pour sa part, doit produire et s'efforcer d'augmenter notre production. Le pays tout entier en bénéficiera. Il l'a bien mérité.

Cette crise de production que nous traversons existe depuis longtemps dans l'agriculture, et comme c'est elle qui nous fait vivre, on a jugé utile, pendant la guerre, de s'en occuper, et les paysans ont pris à cœur de sauver le pays de la famine par leur travail assidu à la terre en même temps qu'à la tranchée.

Nous étudierons donc dans les chapitres suivants :

1° La perturbation causée par la mobilisation et la guerre dans nos campagnes ;

2° Les mesures officielles prises pour remédier à la crise de la main-d'œuvre agricole ;

3° Les réformes à entreprendre pour éviter une crise plus aigüe de la main-d'œuvre agricole depuis la paix.

PREMIÈRE PARTIE

PERTURBATION CAUSÉE PAR LA GUERRE A LA MAIN- D'ŒUVRE AGRICOLE FRANÇAISE

Malgré la croyance générale contraire, la guerre devait durer ; ce n'est pas en quelques mois qu'on peut forger l'armement puissant et divers nécessaire à maintenir un adversaire de la force de l'Allemand, et à le vaincre ensuite. Pour durer, il fallait vivre ; il était prudent de ne pas trop compter sur les pays d'outre-mer ; la guerre sous-marine devait justifier cette prudence ; d'autre part, comme dans toute forte crise et malgré la solidité de nos moyens financiers, notre change avait besoin d'être soutenu. Le mieux était surtout de compter sur la production du pays. La tâche était certes très dure, mais l'énergie française devait la parfaire, les cœurs et les courages étaient à la hauteur du sacrifice. Elle était d'autant plus dure à accomplir, cette tâche énorme, que, des 53 millions d'hectares composant l'ensemble de notre territoire, près de 3.500.000 étaient occupés par l'en-

nemi ou par des troupes alliées, ou encore tout à fait impropres à la culture comme situées trop près du front de combat ; cette superficie représente environ 6 0/0 du territoire national, et, précisément, les terres ainsi improductives étaient celles où la production était la plus élevée.

Qu'on en juge. Dans ces régions, la moyenne de la production du blé à l'hectare est d'environ 17 quintaux, alors que dans toute la France elle est à peine de 12 quintaux. Ainsi, nous étions privés des moyens de produire environ 10 millions de quintaux de blé, soit près de 12 0/0 de nos besoins, dont il fallait s'ingénier à trouver la compensation sur les terres restées libres.

Les difficultés étaient d'autant plus grandes qu'en dehors de la gêne apportée par la mobilisation de 58 0/0 de la main-d'œuvre agricole masculine, la meilleure, répétons-le, nous étions privés de la presque totalité des engrais nécessaires. L'importation en était impossible, nos transports maritimes étaient employés à des besognes plus urgentes encore, la fabrication fort réduite, les usines étant soit en pays occupés, soit utilisées pour les industries de guerre proprement dites : poudres, acides, alcools, etc... Ainsi, pour les engrais azotés, la consommation a-t-elle dû passer de près de 71.000 tonnes à 21.000 tonnes, soit une diminution de plus de 60 0/0, et pour les engrais potassiques elle a été de 98 0/0 environ.

On se tromperait lourdement si on pensait que les difficultés supportées par l'agriculture se bornaient à celles qu'on vient d'énoncer. D'autres encore rendaient la tâche plus lourde. Les animaux de trait nécessaires au travail, après une large réquisition pour les armées, manquèrent

aux agriculteurs dans beaucoup de régions ; les instruments de travail usés ne purent être remplacés.

C'est donc avec des moyens extrêmement réduits que nos cultivateurs durent pourvoir pour de longs mois à la subsistance du pays. Il s'ingénierent de mille façons à remplir leur devoir d'auxiliaire précieux des combattants.

Le gouvernement, quoiqu'ayant à prendre de tous côtés des mesures capitales, vint au secours de l'agriculture. Il en fut de même des départements, des grandes villes et de certains groupements d'initiative privée. Au début, on n'avait pas suffisamment songé à certaines répercussions de la guerre, secondaires à première vue, mais que les circonstances firent passer au premier plan. Sans parler des femmes qui se laissèrent tenter par les hauts prix du bétail et réalisèrent leur cheptel, pensant vivre paisiblement du prix qu'elles en obtenaient, l'usine appela à elle une foule de ménagères agricoles dans la force de l'âge, qui furent ainsi perdues pour la terre.

Au premier rang de ces jeunes femmes, figurèrent les servantes de ferme, déjà trop peu nombreuses. Elles partirent attirées par des salaires élevés, sur lesquels elles ne surent d'ailleurs pas réaliser d'économies, et l'industrie laitière, difficile, faute de bras pour traire les vaches, devint plus précaire encore, d'autant plus qu'à cet exode s'ajoutait la rareté des fourrages et les difficultés d'approvisionnement en denrées de substitution.

Le vide causé dans nos campagnes par le départ des femmes pour l'usine est assez difficile à apprécier. Il n'est pas exagéré de dire qu'il fut très important.

L'appel des hommes aux armées enleva au sol plus de

2 millions et demi de travailleurs. Ce chiffre, donné par les statistiques du ministère du Travail, est confirmé par les renseignements du ministère de la Guerre. On a pu établir qu'il avait envoyé aux armées, en plus des contingents présents dans les casernes au moment de la déclaration de guerre, 5.768.677 hommes, dont 5.210.293 du service armé et 558.384 des services auxiliaires. Sur ces nombres, on comptait 2.750.486 agriculteurs.

Tant bien que mal, la rentrée des récoltes pendantes, où la faux était déjà engagée en août 1914, put être assurée. Puis femmes et parents continuèrent l'œuvre commencée. Les terres étaient encore en bon état de culture; les outils, à peu près entretenus, avaient besoin de peu de réparations et l'assistance des spécialistes, charrons, maréchaux-ferrants, était presque inutile.

Les années passant, la situation s'aggrava et ne fut que trop soulignée par la diminution des surfaces emblavées et la chute du rendement à l'hectare. Il fallut aviser pour enrayer la baisse de la production. Les permissions agricoles, l'utilisation des prisonniers de guerre, les équipes de soldats ayant été reconnues insuffisantes, on détacha successivement aux travaux agricoles plus de 300.000 agriculteurs des vieilles classes. A ces contingents vinrent s'ajouter quelques milliers de travailleurs coloniaux. La répartition et l'utilisation de cette main-d'œuvre, dite « main-d'œuvre d'Etat », furent confiées au Service de la main-d'œuvre agricole.

Parallèlement fut organisée, aussi bien que faire se pouvait en raison des circonstances, la main-d'œuvre civile, en

ce qui concerne le placement des réfugiés français et belges et l'immigration des travailleurs étrangers.

Ce fut l'Office national de la main-d'œuvre agricole, incorporé depuis au Service de la main-d'œuvre agricole, qui fut particulièrement chargé de ce placement et de cette immigration.

Le placement direct ne l'occupa guère que jusqu'en 1916. Pour ce qui est, au contraire, de l'immigration, elle prit une certaine importance dès 1915 et, bien que naturellement restreinte du fait que l'Espagne était à peu près la seule source où puiser, elle fut facilitée et développée au maximum permis par les Bureaux et Postes créés sur les frontières. Bureaux et Postes furent bientôt aidés par les Bureaux de main-d'œuvre agricole qui, constitués dans un certain nombre de départements, canalisèrent les ouvriers venus de l'étranger et assurèrent leur placement.

Nous allons passer en revue toutes les mesures prises pendant la guerre par le gouvernement pour remédier à la crise et nous commencerons par la main-d'œuvre militaire.

DEUXIÈME PARTIE

MESURES OFFICIELLES PRISES POUR RÉMÉDIER A LA CRISE DE LA MAIN-D'ŒUVRE AGRICOLE

L'administration militaire comprit son devoir ; dans les nombreux dépôts disséminés sur tout le territoire, des équipes de travailleurs furent formées et mises à la disposition des cultivateurs du voisinage, auxquels fut ainsi apportée une aide précieuse. Combien de fermes où, seuls, un vieillard et une femme restaient après la mobilisation des hommes, seraient restées incultes si quelques soldats du dépôt voisin, soldats convalescents ou à l'instruction, n'étaient venus faire en quelques jours les travaux indispensables.

Les soldats des dépôts ont certainement, pendant la guerre, permis à notre agriculture de faire l'effort de production considérable que nécessitaient les circonstances. Si notre armée et notre agriculture, secourues par l'industrie qui forgeait les armes et les associations qui pansaient les blessures, ont sauvé la France, on peut dire que l'armée a

apporté une aide précieuse à l'agriculture en lui donnant le concours des bras de ses soldats momentanément rendus indisponibles sur les champs de bataille.

I. — MAIN-D'ŒUVRE MILITAIRE

Dès la fin de juillet 1914, le ministère de l'Agriculture a été amené à se préoccuper de la situation agricole. La raréfaction subite de la main-d'œuvre, à la suite de la mobilisation générale, rendait difficile l'achèvement et la rentrée de la moisson. Il importait, en outre, d'assurer le battage rapide des blés et des avoines nécessaires à la constitution des approvisionnements de guerre. Pour obvier, dans la mesure du possible, à cette pénurie considérable de la main-d'œuvre, le ministère de l'Agriculture adressait, dès le 1^{er} août 1914, aux préfets, des instructions leur prescrivant de prendre, d'accord avec les directeurs des services agricoles, toutes les dispositions permettant d'utiliser tous les bras disponibles au mieux des intérêts du pays, non seulement en vue de la récolte des foins, de la moisson, des battages, de l'emmagasinage et de la conservation des grains, etc..., mais encore pour assurer les emblavures pour 1915. Enfin, ces fonctionnaires devaient fournir au ministre un rapport bi-mensuel sur la situation agricole des départements.

Pour donner plus de poids encore à ces instructions, M. le Président du Conseil voulut bien appuyer les efforts du ministre de l'Agriculture en adressant aux femmes fran-

çaises un appel pressant et éloquent. Par les soins des grandes sociétés d'agriculture, de la Légation de Belgique, à qui les demandes furent immédiatement transmises, une partie importante des postulants aux travaux agricoles put être utilisée.

Les ministères de la Guerre et de la Marine mettaient à la disposition du ministre de l'Agriculture 20.000 inscrits maritimes, qui pouvaient être répartis dans les divers départements où la main-d'œuvre faisait le plus défaut.

En un mot, l'organisation méthodique des ressources locales dans les pays de culture morcelée, l'activité déployée par les femmes, les enfants, les vieillards restés à la ferme ou au village, le concours des évacués des villes fortes et de tous ceux qui, inoccupés dans les cités industrielles, venaient chercher à la campagne une vie peu onéreuse, ont permis la rentrée presque intégrale des moissons.

Pour la préparation des récoltes des années suivantes, le ministre de l'Agriculture, par une circulaire aux Préfets, annonçait la décision prise par le ministre de la Guerre de mettre en congé des territoriaux et de les renvoyer pour 15 jours dans leurs foyers, sous l'obligation impérieuse de coopérer aux travaux des semailles.

Le ministre de la Guerre, en outre, était disposé à accorder des permissions spéciales et à mettre en sursis d'appel les entrepreneurs de battage.

En dehors de l'action gouvernementale, des mesures d'initiative privée furent prises par plusieurs groupements agricoles, en vue de recruter et de répartir les ouvriers nécessaires à la culture. Plusieurs agirent d'abord chacun de leur côté. Puis certains se réunirent et formèrent le Comité de

travail agricole pour les Réfugiés. D'un autre côté, le Syndicat central des Agriculteurs de France, agissant seul, obtenait les meilleurs résultats. Les Compagnies de chemin de fer P.-O. et P.-L.-M. firent également du placement agricole. Quant à la Société nationale de protection de la M. O. A., elle ne put que fermer ses portes à la mobilisation. Mais fut créé, le 15 mars 1915, l'Office national de la main-d'œuvre agricole, sous le patronage du ministre de l'Agriculture ; nous en reparlerons plus tard.

Au début de 1916, le ministre de la Guerre décida de décentraliser complètement le service de la main-d'œuvre agricole en déléguant ses pouvoirs aux généraux commandant les régions, qui étaient assistés, dans chaque département, par une Commission exécutive composée de trois membres seulement : le Préfet, un officier général et le Directeur des Services agricoles. Cette Commission devait se tenir en liaison avec les Comités départementaux économiques créés en 1915, et les tenait régulièrement au courant de ses opérations.

Les généraux ont pleins pouvoirs pour trancher les questions de personne ou de répartition de main-d'œuvre, et délèguent leur autorité aux Commissions départementales, qui sont à la fois leurs agents d'exécution et leur Conseil.

Un décret du 2 février 1916 décide de créer dans chaque commune, pour la durée de la guerre, un Comité d'action agricole permanent composé de 5 membres et plus, suivant le nombre d'habitants, qui devait faire l'union de toutes les forces et bonnes volontés pour obtenir des cultivateurs un concours sans borne et désintéressé pour les travaux des champs.

Dans le courant de 1916, le travail agricole est ainsi fourni par les éléments suivants :

ZONE DE L'INTÉRIEUR

1° *Permissions agricoles.* — Tout d'abord, par le jeu des permissions agricoles individuelles qui sont attribuées aux cultivateurs de toutes armes et services non appelés à partir aux armées, appartenant à toutes classes (auxiliaires, incapables, convalescents, hommes des dépôts territoriaux, G. V. C., etc...), ces permissions peuvent être prolongées, sur la demande du Comité d'action agricole communal, pour permettre au dit Comité de faire travailler l'homme au profit de la collectivité, en équipe, dès qu'il a terminé ses travaux personnels ; la durée totale d'absence ne peut toutefois excéder 30 jours consécutifs.

Le régime des permissions agricoles s'applique aux hommes des classes de l'active et aux engagés, mais pour ces jeunes gens, la durée de l'absence est limitée à 15 jours. Les intéressés doivent adresser leur demande à leurs chefs hiérarchiques, en l'accompagnant du certificat du Maire, contresigné par le vice-président du Comité d'action agricole, attestant la qualité d'agriculteur du mobilisé ; si un Comité d'action agricole n'a pas été constitué dans la localité de l'exploitant, le certificat est délivré par le Maire seul.

2° *Equipes.* — Le travail s'y fait par des équipes mises à la disposition des cultivateurs sur la demande de la Com-

mission départementale de la main-d'œuvre agricole et de concert avec l'autorité militaire.

Les Maires doivent adresser leurs demandes de main-d'œuvre, aussi réduites que possible, à la Commission départementale sus-visée qui les centralise et répartit la main-d'œuvre disponible dans le département proportionnellement aux demandes. Il y a lieu de remarquer que le jeu des permissions agricoles, auquel on a donné le maximum d'extension, réduit beaucoup les disponibilités des dépôts pour constituer des équipes, puisqu'en principe tout agriculteur dont l'autorité militaire peut momentanément se passer doit être envoyé dans sa commune, par conséquent en permission individuelle.

3° *Equipes volantes.* — On y utilise notamment les hommes de toutes classes appelés à partir en renfort aux corps actifs ou de réserve de l'infanterie ou du génie, dans un délai d'un mois, et qui, pour cette raison, se verraient refuser les permissions agricoles de longue durée.

4° *Coups de mains.* — Qui sont donnés par les troupes au repos pour une demi-journée, un quart de journée ou quelques heures, dans la mesure compatible avec le service, par entente directe entre les cultivateurs et le chef du détachement.

5° *G. V. C.* — Dans la mesure compatible avec les nécessités de ce service spécial.

6° *Convalescents et infirmes non occupés.* — Avec l'autorisation des médecins militaires.

7° *Marins*. — Au moyen de permissions accordées aux cultivateurs restés dans les dépôts des équipages de la flotte, il faut s'adresser aux commandants des équipages de la flotte intéressés.

8° *Prisonniers de guerre*. — Les Préfets, d'accord avec la Commission départementale de la M. O. A., sont chargés de les répartir par équipes entre les différents groupements de cultivateurs désireux de les utiliser. Les équipes de prisonniers doivent former un effectif minimum de 20 hommes stationnés dans le même cantonnement. Nous reviendrons sur cette question un peu plus loin, avec un peu plus de détails.

9° Des sursis sont, en outre, accordés aux R. A. T. du service auxiliaire pour les travaux de fenaison et de sulfatage.

ZONE DES ARMÉES

Le travail est fourni :

1° *Compagnies agricoles*. — Par les compagnies de travailleurs agricoles dont l'affectation est faite, par les soins du G. Q. G., entre les départements de la zone des armées. Les répartitions des travailleurs sont faites par les généraux D. E. S. (Directeurs des Etapes et des Services), d'accord avec les Préfets et les Commissions départementales de la main-d'œuvre agricoles. Les armées sont représentées à ces Commissions. Ces compagnies ont été constituées à l'aide d'inaptes, à raison d'une compagnie par région.

2° *Equipes*. — Par des équipes formées d'après les ordres du commandant en chef et d'après les disponibilités, à l'aide d'hommes de l'armée territoriale et de R. A. T. stationnés dans la zone des armées. Elles sont constituées et réparties comme les compagnies agricoles.

3° *Equipes volantes*. — Par des équipes volantes prélevées sur les différents corps de troupe de la zone des armées et par des coups de mains d'une demi-journée ou moins donnés par toutes les troupes, autant que le permettent les nécessités de la lutte.

4° *G. V. C.* — Dans la mesure compatible avec les nécessités de ce service spécial. Pour obtenir les travailleurs de ces deux catégories, il convient de se conformer aux instructions particulières données dans chaque région par le général commandant la région. Les Préfets sont informés des règles adoptées.

5° *Permissions agricoles*. — En principe, il n'est pas accordé de permissions agricoles aux hommes de la zone des armées placés directement sous les ordres du général en chef. Seuls les hommes des dépôts compris dans la zone des armées peuvent bénéficier des permissions agricoles individuelles au même titre que les mobilisés des dépôts de l'intérieur. Les intéressés doivent adresser leur demande à leurs chefs hiérarchiques, en l'accompagnant du certificat du Maire, contresigné par le vice-président du Comité d'action agricole, attestant la qualité d'agriculteur du mobilisé.

Il fut décidé plus tard, en 1917, de mettre à la disposition de l'agriculture les militaires auxiliaires des classes 1895 et plus anciennes exerçant la profession de cultivateurs, viticulteurs et maraîchers. La demande doit être faite par l'intéressé au Maire de sa commune, qui établit deux certificats, dont l'un est envoyé à l'unité de l'intéressé et l'autre au ministre de l'Agriculture.

Les travailleurs militaires reçoivent un salaire qui est de 4 francs dans la zone des armées et variant suivant l'usage des lieux, dans l'intérieur, de 3 francs, 4 fr. 62 à 4 fr. 86 quand ils sont nourris, et de 6 francs à 9 francs quand ils ne le sont pas.

DÉTACHEMENTS TEMPORAIRES AUX TRAVAUX AGRICOLES

Les agriculteurs mobilisés de toutes classes, à l'exception de ceux à l'instruction, de ceux relevant de l'autorité du général commandant en chef et de ceux dépendant du ministère de l'Armement, peuvent être, dans la mesure où le permettent les nécessités du service, temporairement détachés aux travaux agricoles. Ce détachement temporaire remplace les permissions agricoles pour les agriculteurs en service dans les régions et tous sursis à titre de cultivateur. Par suite, les permissions agricoles n'existent plus que pour les agriculteurs en service aux armées (R. A. T. pères de cinq enfants et veufs pères de quatre) et pour ceux dépendant du ministère de l'Armement (suivant les instructions du département).

Le détachement temporaire est demandé par les intéressés

eux-mêmes, à l'aide de certificats réglementaires délivrés par les Maires et visés par la gendarmerie. Sa durée, qui varie de 10 jours à 2 mois, est proposée par la Commission départementale de la main-d'œuvre agricole, conformément aux instructions du ministre de l'Agriculture et fixée par le chef de corps. Pendant son détachement, le bénéficiaire est soumis au contrôle de la main-d'œuvre agricole de la même façon que les agriculteurs des vieilles classes mobilisés à la terre. A son retour au corps, le détaché temporaire doit remettre à son commandant d'unité une attestation réglementaire prouvant qu'il s'est conformé aux instructions reçues, sous peine de suppression de tout détachement ultérieur.

Le détachement temporaire ayant nettement le caractère d'un service commandé, reste indépendant de la permission de détente à laquelle les mobilisés ont droit tous les quatre mois. Toutefois, pour éviter la multiplicité des déplacements, on joint autant que possible la permission de détente à un détachement temporaire. Le détaché temporaire peut toujours être rappelé par un télégramme, en vue d'un départ inopiné aux armées.

Cette mesure a été mise en vigueur à partir du 1^{er} janvier 1918, pour éviter les abus qui avaient été commis dans l'obtention et la longueur des permissions agricoles. La gratuité du voyage est accordée aux détachés temporaires. Ils ne reçoivent aucune solde ni indemnité pour la durée du détachement, ils touchent seulement leurs salaires.

Les mobilisés à la terre et les détachés temporaires sont divisés en deux catégories :

La première, catégorie A, comporte les exploitants qui sont renvoyés sur leurs terres.

La deuxième, catégorie B, comporte les journaliers agricoles, les domestiques de ferme qui sont mis à la disposition des Commissions départementales en vue de leur affectation.

SURSIS AUX SPÉCIALISTES AGRICOLES

Une instruction du 30 septembre 1918 réglemente la mise en sursis d'appel des spécialistes agricoles (maréchaux-ferrants, forgerons, bourreliers, etc...)

Des sursis illimités sont accordés aux hommes des classes 91 et plus anciennes du service armé, aux R. A. T. du service auxiliaire, aux R. A. T. du service armée pères de cinq enfants ou aux veufs pères de quatre enfants.

Des sursis limités sont accordés aux hommes des classes 92 et 93 du service armé et aux A. T. et réserve de l'armée active du service auxiliaire. Les sursis sont d'une durée de 2 mois et répartis en six périodes.

La demande sera faite par les intéressés ou les Commissions départementales et soumise aux chefs de corps ; l'inspection régionale des sursis examine le bien fondé des demandes.

Une surveillance est faite par les inspecteurs régionaux et officiers contrôleurs pour vérifier si les spécialistes en sursis sont bien qualifiés pour leur affectation et s'ils s'occupent exclusivement de leurs travaux, ainsi que des plaintes dont les sursitaires peuvent être l'objet.

Telles ont été les mesures prises par le gouvernement concernant la main-d'œuvre militaire agricole. Nous aurons exposé brièvement les diverses catégories. Maintenant, nous allons parler d'une autre source de main-d'œuvre agricole, née de la guerre, et qui fut d'un grand secours pour la France. Je veux parler des prisonniers de guerre.

LES PRISONNIERS DE GUERRE

En raison de la pénurie de main-d'œuvre qui se fit sentir dans le courant de 1916 pour les travaux agricoles, il fut décidé, d'accord entre le ministère de la Guerre et le ministère de l'Agriculture, d'utiliser à ces travaux les prisonniers de guerre. La main-d'œuvre des prisonniers n'est attribuée qu'en vue d'un intérêt général ; ceux-ci ne sont donc pas mis à la disposition des particuliers, mais seulement des collectivités, syndicats, associations syndicales, communes.

La Commission départementale de la main-d'œuvre agricole doit, pour les délibérations relatives à l'emploi des prisonniers de guerre, comprendre : le Préfet, un officier général, le Directeur des Services agricoles, un délégué du Conseil général, 3 membres choisis par les Préfets parmi les représentants les plus autorisés par leur compétence professionnelle. Toutes les questions relatives à la modification de l'effectif des équipes doivent être adressées par le Préfet au ministre de l'Agriculture, seul qualifié pour y donner satisfaction.

Les compagnies agricoles se composent, autant que possible, d'agriculteurs ou d'hommes déjà exercés aux travaux

agricoles. Les officiers et sous-officiers chefs de détachement doivent être choisis judicieusement parmi ceux qui, dans la vie civile, ont des connaissances techniques en matière agricole. Ils peuvent ainsi d'abord en imposer aux prisonniers par la fermeté et la tenue, puis assurer la discipline et la garde. Chaque département comprend une compagnie agricole formée par les différentes équipes travaillant dans le département. Cette compagnie est mise à la disposition de la Commission départementale. Toutes les demandes de prisonniers concernant l'agriculture sont adressées par les collectivités aux Préfets, qui les soumettent à la Commission départementale. Ceux-ci sont alors mis à la disposition des particuliers par l'intermédiaire des collectivités demanderes. Tous les prisonniers disponibles doivent être, exclusivement et au-delà, affectés aux travaux agricoles.

Lorsque l'employeur assure le logement, le couchage, le chauffage et l'éclairage des prisonniers mis à sa disposition, ainsi que du détachement de garde, il doit se conformer aux dispositions suivantes : les prisonniers sont logés dans un local clos facile à garder. Ils ont chacun une paillasse. Le détachement de garde est logé dans un local clos distinct de celui des prisonniers ; le local doit être éclairé toute la nuit. Le chauffage est assuré en hiver du 1^{er} novembre au 31 mars.

L'alimentation des prisonniers peut être assurée soit par l'administration militaire, soit par l'employeur. Les détachements de garde vivent à l'ordinaire. L'alimentation des prisonniers est fixée par les règlements ministériels. Les ustensiles, fourneaux de cuisine, combustibles, etc., sont fournis par l'employeur, de même que l'eau nécessaire aux ablutions et au blanchissage.

L'habillement est assuré par l'administration militaire, y compris les vêtements de travail.

Le service médical des prisonniers est assurés par l'administration militaire, qui procèdera à des visites périodiques fréquentes. L'employeur fournira un local pour servir d'ambulance provisoire. Il est tenu d'aviser l'autorité militaire des maladies ou accidents qui se seraient produits sur le chantier. Les prisonniers de guerre sont toujours nettement séparés des autres ouvriers et travaillent sous la surveillance d'une garde armée. Ils sont pourvus, par les soins et aux frais de l'employeur, des machines et outils nécessaires à l'exécution du travail qui leur est confié. La durée normale de la journée de travail est celle des travailleurs civils de la région ; en principe, les prisonniers ne travaillent pas les dimanches et jours fériés.

L'employeur n'encourt aucune responsabilité pécuniaire à raison des accidents du travail qui pourraient survenir sur les chantiers, sauf en cas de faute lourde commise par lui.

La garde et la surveillance des prisonniers sont assurées par les soins de l'autorité militaire, qui paie la solde des hommes et des gradés, ainsi que tous frais.

L'emploi des prisonniers de guerre est autorisé, comme limite extrême du côté de la zone des armées, dans les départements suivants : Seine-Inférieure, Eure, Seine-et-Oise, Seine-et-Marne, Aube, Côte-d'Or, Doubs.

Les prisonniers ne peuvent être employés aux travaux agricoles que groupés, afin de permettre une surveillance effective. Les équipes de 20 mises à la disposition des communes ou syndicats agricoles peuvent être divisées en groupes plus petits de 10 ou de 5, avec cantonnement séparé.

Le maintien de la discipline, la surveillance des P. G. incombent respectivement à MM. les généraux gouverneurs militaires de Paris et de Lyon, et généraux commandant les régions, commandants régionaux de dépôts de prisonniers de guerre, commandant supérieur des dépôts d'Alsaciens-Lorrains. Les infractions sont signalées par eux au Préfet, qui prend les mesures ou sanctions nécessaires. En cas de désaccord, le cas est signalé au ministre de la Guerre.

L'emploi des prisonniers de guerre aux travaux agricoles est autorisé dans la partie du gouvernement militaire de Paris située sur la rive gauche de la Seine, en dehors du camp retranché. Chaque cas demandant autorisation d'employer des prisonniers dans le camp retranché donne lieu à une enquête à la suite de laquelle sont prises les décisions compatibles avec les exigences de la situation militaire.

L'emploi des prisonniers est interdit dans les départements-frontières suisses, italiens et espagnols.

Dans la zone des armées, ils peuvent être employés à la condition qu'eux et leur garde soient prélevés sur le contingent de l'intérieur.

Les demandes sont adressées au ministre de la Guerre par les Préfets. Les équipes peuvent être, au minimum, de 10 hommes fortement encadrés.

Afin d'éviter les inconvénients qui peuvent résulter d'un séjour trop prolongé des prisonniers dans la même commune, il convient d'établir entre les équipes un roulement périodique, de même pour les hommes de garde.

Les salaires sont composés de trois parties dont les deux premières, l'une fixe et l'autre variable, reviennent à l'Etat,

et dont la troisième constitue les centimes de poche alloués aux prisonniers.

Si l'employeur fournit le logement, chauffage, éclairage et nourriture, il doit verser pour chaque prisonnier, à l'Etat, 40 centimes par journée de présence. Si l'employeur ne fournit que le logement, le chauffage et l'éclairage, il verse 1 fr. 33 par journée. S'il ne fournit rien, enfin, il doit verser 1 fr. 47.

La partie variable du salaire doit assurer l'équivalence des salaires totaux dus aux prisonniers par l'employeur à l'Etat pour le travail des prisonniers et des salaires normaux des ouvriers civils de la région pour des besognes similaires, compte tenu des rendements des deux mains-d'œuvre. Le taux concernant la partie variable du salaire est fixé par la Commission départementale de la main-d'œuvre agricole.

En outre des prestations ci-dessus, l'employeur doit verser, pour chaque prisonnier et chaque journée de travail, une somme de 20 centimes allouée à titre de centimes de poche, pouvant aller jusqu'à 80 centimes, suivant la quantité et la qualité du travail du prisonnier.

Il est tenu jour par jour, par le chef du détachement de garde, contrairement avec l'employeur, un compte des sommes dues pour chaque prisonnier. A l'expiration de chaque quinzaine et après l'achèvement des travaux, ce compte est arrêté : le montant des centimes de poche est adressé à l'officier comptable du dépôt des prisonniers de la région, le montant des sommes dues à l'Etat est versé aux caisses du Trésor. Les conditions des salaires sont revisables tous les 3 mois. En outre, des primes exceptionnelles peuvent être accordées pour supplément de travail.

Contre les mauvais travailleurs, des sanctions ont été jugées nécessaires, qui peuvent aller jusqu'à des peines comportant la prison et la cellule. Le droit de punir dans toutes les occasions les prisonniers appartient aux officiers de tous grades du cadre des dépôts et détachements. Les employeurs demandent par écrit au commandant du détachement les punitions qu'ils jugent nécessaires d'infliger aux prisonniers dont le travail ne donne pas satisfaction. Il est toujours donné connaissance à l'employeur de la punition infligée. On doit se montrer de la plus grande énergie dans l'application des sanctions.

Il n'a été possible de mettre, en fin 1917, à la disposition de l'agriculture que 40.000 P. G., mais il faut reconnaître que cette main-d'œuvre a été la plus laborieuse, la plus docile et la plus souple de toutes. Tous ceux qui l'ont employée signalent que les P. G. ont été volontairement, systématiquement même, décidés à se faire apprécier et estimer. Des esprits observateurs estiment que les prisonniers allemands obéissaient à une consigne formelle ayant pour but de réaliser la même pénétration scientifique qu'ils avaient recherchée en temps de paix dans les milieux industriels et commerçants.

Nous avons fini avec ce chapitre l'étude de la main-d'œuvre agricole militaire. Nous allons maintenant parler sommairement de la main-d'œuvre civile.

II. — MAIN-D'ŒUVRE CIVILE

A côté des femmes, des vieillards, des enfants restés à la terre, pour lesquels aucune mesure spéciale n'a été prise, je veux parler d'autres mains-d'œuvre secondaires qu'il a fallu créer ou continuer, c'est-à-dire la main-d'œuvre scolaire et la main-d'œuvre étrangère ou de complément.

SERVICE DE LA MAIN-D'ŒUVRE SCOLAIRE

Les hommes qui n'étaient pas aux armées étaient retenus à l'usine ; les femmes tournaient les obus. La main-d'œuvre est absorbée par la guerre. Toute la nation est occupée à vaincre, mais pour qu'une tâche aussi grandiose ne soit pas troublée, il importait de recruter en dehors des armées, en dehors de l'usine, les bras indispensables aux travaux des champs. Dans cet ordre d'idées, on a été conduit à réclamer à la jeunesse de France la part qu'elle doit fournir au pays. C'est pourquoi le ministre de l'Agriculture a créé à son cabinet un service ayant pour mission de provoquer le concours de la jeunesse scolaire à la production agricole, et cela à la date de janvier 1917.

Déjà, sous l'impulsion du service, dont l'action a été puissamment facilitée par les suggestions contenues dans une circulaire adressée par le ministre de l'Instruction publique

à tous les Recteurs, des associations scolaires et post-scolaires se sont constituées, encadrées par des maîtres dont le dévouement ne fait jamais défaut, et ont mis en culture des terrains situés aux abords des villes. Les Préfets, d'accord avec les services de l'Agriculture et de l'Instruction publique, ont adressé des instructions formelles aux instituteurs, afin que chaque école s'astreigne à cultiver un jardin communal.

La coopération de la jeunesse scolaire aux travaux des champs pendant la période des vacances avait pour but de fournir aux agriculteurs l'aide dont ils avaient besoin aux moments des récoltes.

Les jeunes gens sont reçus par l'agriculteur de façon familiale et non traités comme des ouvriers. Ils sont nourris à sa table et couchés dans une chambre de l'habitation. Dans le cas d'une équipe nombreuse, le logement est assuré par le concours du Maire de la commune, en accord avec le chef de l'équipe, et les repas assurés aux équipes, soit en nature, soit en espèce. Les jeunes gens doivent se conformer aux habitudes du pays et aux nécessités du moment pour les heures et la nature des travaux. Toutefois, les agriculteurs, considérant le but patriotique de l'œuvre entreprise par les jeunes gens, doivent en tenir compte et éviter tout surmenage. La durée des heures de travail est au plus de neuf heures, coupée par des repos suffisants, notamment au moment des repas. En dehors d'une nourriture saine et abondante, d'un logement convenable, qui sont obligatoirement assurés par les agriculteurs, les jeunes gens, sauf convention préalable spéciale, n'ont à réclamer aucune rémunération pour leur travail aux agriculteurs, qui sont seuls

juges d'apprécier s'il y a lieu d'offrir une rémunération aux jeunes gens en raison du concours fourni et de l'aide apportée.

Les jeunes gens, de leur côté, supportent les frais du voyage, pour lesquels la réduction de 50 0/0 est obtenue des Compagnies. Les agriculteurs sont, en outre, tenus d'assurer les jeunes gens contre les accidents.

Cette main-d'œuvre n'aura pas eu de grands résultats pratiques. Trop peu nombreux ont été les jeunes gens qui ont aidé l'agriculture ; et cette main-d'œuvre, peu au courant, n'a rendu que peu de services. Agriculteurs et jeunes gens ont eu à se plaindre facilement les uns des autres, tant au point de vue du travail qu'au point de vue alimentation et couchage.

MAIN-D'ŒUVRE ÉTRANGÈRE

Elle comprend des ouvriers venant de toutes directions : Polonais, Italiens, Belges, Espagnols, Chinois, et aussi des ouvriers venant de nos colonies. Cette main-d'œuvre est plus ou moins travailleuse, mais il faut bien s'en servir ; elle est nourrie, logée et payée comme la main-d'œuvre nationale. Mais tout un service d'immigration a dû être organisé pendant la guerre et qui est encore bien incomplet. On tâche de le réorganiser encore maintenant.

Le *Journal Officiel* du 22 avril 1917 a publié un décret relatif au recrutement, à la circulation et à la surveillance de la main-d'œuvre étrangère en France.

En ce qui concerne le recrutement aux postes-frontières,

des commissaires spéciaux s'assurent avant tout de la sincérité des contrats d'embauchage qui leur sont présentés. La sincérité de ces contrats leur est garantie, le plus souvent, par les délégués officiels de l'Office national agricole ou par le représentant d'un département ministériel. Mais il faut examiner avec le plus grand soin les contrats passés par des particuliers. Un grand nombre de ces contrats ont été reconnus faux. Les recruteurs non officiels, qui rôdent autour des postes-frontières et ont des complices dans les pays limitrophes, se sont livrés à une exploitation regrettable des travailleurs étrangers. Aussi a-t-on dû rigoureusement surveiller les agissements de ces recruteurs ; les contrats dont ils sont porteurs doivent être nominatifs, indiquer la profession exacte de l'ouvrier, le nom et l'adresse de l'employeur, et l'embauchage sera reconnu sincère par l'autorité municipale du lieu de destination ; cette autorité veille à ce qu'un employeur ne demande pas un nombre d'étrangers supérieur à ses besoins.

Tous les travailleurs étrangers arrivant à la frontière doivent posséder des papiers d'identité. Si ces papiers sont insuffisants, le commissaire spécial leur refuse l'accès du territoire. L'ouvrier porteur d'un contrat devra reconnaître qu'il est appelé à l'emploi pour lequel il est embauché. La nature de l'emploi doit être précisée. Les travailleurs qui arrivent à la frontière sans contrat sont présentés aux délégués des ministères de l'Agriculture et de l'Armement. Ces derniers, après vérification de leurs aptitudes professionnelles, délivrent un contrat d'embauchage et les dirigent soit sur l'établissement employeur, soit sur un dépôt de travailleurs étrangers.

Les ouvriers admis à travailler en France sont pourvus de la carte d'identité et de circulation prescrite par la circulaire du 8 juin 1916.

Le décret du 22 avril 1917 a prévu l'établissement d'un récépissé de cette carte, muni d'une photographie du travailleur. Dans chaque poste-frontière, le commissaire spécial fait apposer des affiches en gros caractères, rédigées en langue étrangère, faisant connaître aux travailleurs étrangers ou coloniaux les obligations qui leur sont imposées pendant leur séjour en France.

Dès leur arrivée dans la commune, les travailleurs doivent se soumettre à la formalité de l'immatriculation ; le droit en est payé par l'intéressé ou par l'employeur. Les travailleurs en rupture de contrat ne sont renvoyés à la frontière (à leurs frais) que si, fautifs, ils n'ont pas trouvé préalablement un autre emploi dans la localité ou que s'ils changent trop fréquemment d'établissement. Ce n'est qu'en cas d'indigence constatée que le voyage est payé par l'Etat. La mesure d'expulsion n'est prise que contre les individus dangereux, contre ceux qui refusent obstinément le travail ou qui donnent des preuves répétées d'indiscipline.

Telles ont été les mesures prises pendant la guerre pour la main-d'œuvre agricole, dans leur ensemble.

III. — CONTROLE DE LA MAIN-D'ŒUVRE AGRICOLE

A mesure qu'une année de guerre venait s'ajouter à la précédente, la tâche des cultivateurs restés à la terre devenait plus difficile, pour ne pas dire insurmontable. Seule l'aide de l'Etat pouvait permettre de maintenir une certaine activité dans la production. Mais quand il fallut mettre cette aide en œuvre, il apparut bien vite que le ministère de l'Agriculture, tel qu'il était organisé en temps de paix, n'était pas préparé à la donner.

Il fallut donc créer des organes et des rouages nouveaux : Service de la main-d'œuvre agricole, Service de la motoculture, Service de la production des pommes de terre et des légumes secs, pour n'en citer que quelques-uns. Enfin, pour donner une impulsion méthodique à tout ce mécanisme nouveau et pour assurer la cohésion entre celui-ci et les Services anciens, le ministre de l'Agriculture et du Ravitaillement fit appel à la compétence et à l'autorité de MM. Compière-Morel, Cosnier et Rouzic, qui acceptèrent les fonctions redoutables de commissaires à l'Agriculture. Le Parlement n'hésita pas à leur accorder les crédits nécessaires à l'accomplissement de leur mission. Possédant une plus grande liberté d'action que les bureaux de l'administration centrale, les commissaires à l'Agriculture purent entrer plus directement en rapport avec le monde agricole et apprécier plus aisément les besoins à satisfaire d'extrême urgence.

Une institution ayant rendu aussi de grands services pendant la guerre, c'est l'Office national de la main-d'œuvre agricole.

1° OFFICE NATIONAL DE LA MAIN-D'ŒUVRE AGRICOLE

Il fonctionne depuis le 15 mars 1915 et son service de placement du personnel agricole a pour but de centraliser toutes les demandes et offres d'emplois en matière de travail agricole. Les services sont gratuits, tant pour les employeurs que pour les employés. Les offres d'emploi sont individuelles et aussi détaillées que possible par rapport à la nature des travaux à exécuter, aux gages et au logements. Les travaux de l'Office ont été couronnés de succès pendant la guerre et il a placé une quantité assez considérable d'ouvriers agricoles, réfugiés ou chômeurs belges et français, kabyles et étrangers. Les ouvriers embauchés étaient transportés à pied d'œuvre gratuitement, sur réquisitions adressées aux Compagnies de chemins de fer, à charge pour leurs employeurs de payer à l'Etat 1/4 du prix du voyage.

L'Office national est investi de la personnalité civile et de l'autonomie financière. Son programme est le suivant :

1° Provoquer toutes les mesures susceptibles d'améliorer les conditions d'existence des travailleurs des champs, les étudier et s'entremettre pour parvenir à leur application ;

2° Etablir et tenir à jour les statistiques permettant de connaître aussi parfaitement que possible le marché du travail agricole ;

3° Faciliter le recrutement et le placement de la main-

d'œuvre nationale en provoquant et en organisant des migrations intérieures à l'aide d'un Service central de placement, secondé par des Bureaux départementaux ; employer tous les moyens utiles pour lutter contre le chômage ;

4° Faire les recherches et les démarches tendant à procurer aux cultivateurs français la main-d'œuvre coloniale et étrangère comme main-d'œuvre de complément et créer à cet effet des Bureaux d'immigration et d'émigration ; recruter, répartir et contrôler la main-d'œuvre coloniale et étrangère, pour des raisons de sécurité nationale, de protection de nos sujets, d'organisation économique et enfin pour éviter le trafic auquel a déjà donné lieu le placement des ouvriers agricoles étrangers. L'Office national de la main-d'œuvre agricole est géré par un Conseil d'administration composé de 9 membres désignés par le ministre de l'Agriculture parmi les membres de la Commission de la main-d'œuvre agricole, instituée par le décret du 3 avril 1915 : soit 2 membres désignés parmi les membres de droit, 2 membres désignés parmi les membres représentant les sociétés agricoles, 5 membres désignés parmi les membres nommés à raison de leur compétence. Le Conseil d'administration se réunit aussi souvent que les besoins du service l'exigent. Le fonctionnement de l'Office est assuré par un Directeur nommé par le Ministre parmi les membres de la Commission de la main-d'œuvre agricole. Le Directeur exécute les décisions du Conseil d'administration. Un rapport est établi à la fin de chaque année sur le fonctionnement de l'Office et soumis à la Commission de la M. O. A., qui le transmet au Ministre.

Les recettes de l'Office consistent dans les subventions de

l'Etat et des groupements agricoles affiliés, dans les dons ou legs. Les dépenses comprennent les traitements, loyer, etc.

L'Office a rendu de grands services quant au placement et au contrôle de la M. O. A.; mais il n'a pas été le seul. Nous allons voir comment la surveillance de la M. O. A. a été organisée à partir de l'année 1917.

2° ORGANISATION DU CONTROLE DE LA MAIN-D'ŒUVRE AGRICOLE

Sur la demande de M. Fernand David, alors ministre de l'Agriculture, et de concert avec lui, le ministre de la Guerre a décidé, le 3 mai 1917, de détacher au Service de la main-d'œuvre agricole un certain nombre d'officiers appelés à contrôler les effectifs mis par le gouvernement à la disposition de l'Agriculture.

Dans sa circulaire du 12 janvier 1917, relative à l'emploi des agriculteurs des classes 1888 et 1889 aux travaux agricoles, le ministre de la Guerre a stipulé que la surveillance des agriculteurs détachés incomberait, au point de vue militaire, aux commandants de subdivision, secondés par des officiers et gradés désignés spécialement.

Dans sa circulaire du 31 janvier 1917, relative à l'organisation du service de la main-d'œuvre agricole, le ministre de l'Agriculture a stipulé que la surveillance technique des agriculteurs détachés des classes 1888 et 1889, des permissionnaires agricoles, des sursitaires et des équipes diverses, serait exercé par des inspecteurs cantonaux de travaux agricoles. Les renseignements parvenus permettent de constater

que cette double surveillance apparaît comme insuffisante. Elle doit être plus solidement organisée.

Il est nécessaire que le contrôle soit plus actif et sévère. Il faut donc procéder à son organisation méthodique, car si l'on affecte des contingents militaires aux travaux agricoles, ce ne peut être qu'à la condition qu'ils soient utilisés aussi parfaitement que possible en vue du ravitaillement national. En conséquence, il a été institué au cabinet du ministre de l'Agriculture un Contrôle de la main-d'œuvre agricole, rattaché au Service de la main-d'œuvre agricole.

Le contrôle central est chargé de toutes les missions qui peuvent lui être confiées par le ministre de l'Agriculture et notamment de la vérification et de la surveillance départementale.

Le contrôle départemental s'exerce directement sur les effectifs employés aux travaux agricoles. Un officier est attaché à la Commission départementale de la main-d'œuvre agricole comme contrôleur départemental de la main-d'œuvre agricole. Il est chargé de la surveillance des agriculteurs détachés aux travaux agricoles d'une manière permanente, des permissionnaires agricoles considérés comme détachés d'une manière temporaire, enfin des bénéficiaires des sursis dont les professions se rapportent à l'agriculture. Accessoirement, cette surveillance s'étend aux équipes agricoles, aux équipes volantes et aux équipes de prisonniers de guerre, afin de vérifier qu'elles sont utilisées pour le mieux. L'officier agit de concert avec les inspecteurs cantonaux de travaux agricoles, les Maires et la gendarmerie.

Sur ces rapports, la Commission départementale prend toutes sanctions utiles contre les militaires détachés aux tra-

vaux agricoles. Les sanctions prises par les Commissions départementales sont immédiatement notifiées, d'une part au corps de l'intéressé, d'autre part au ministre de l'Agriculture. Elles sont affichées à l'extérieur des mairies des communes des militaires contre lesquels elles ont été prises.

L'officier contrôleur de la main-d'œuvre agricole peut, en outre, prononcer des punitions disciplinaires dans la limite des droits attribués par les règlements aux officiers de son grade, ou en demander de plus sévères au commandant de la subdivision. Des officiers et des gradés momentanément sans emploi ou inaptes à faire campagne sont désignés par le commandant de subdivision pour seconder temporairement le contrôleur départemental de la main-d'œuvre agricole ; ils relèvent alors de lui pendant la durée de leur mission.

L'officier contrôleur départemental est désigné par le ministre de la Guerre, avec l'agrément du ministre de l'Agriculture. Il a à rédiger, au moins une fois par mois, un rapport qu'il adresse au ministre de l'Agriculture. Il continue à compter à son dépôt dont il est détaché, avec résidence au chef-lieu du département.

Le contrôleur général de la main-d'œuvre agricole est un Intendant général.

Pour terminer cette petite étude sur la main-d'œuvre agricole pendant la guerre, je tiens à faire passer sous les yeux un memento très bien fait, publié par le ministère de la Guerre. On trouvera ci-joint le 1^{er} numéro, paru le 15 septembre 1917.

Année 1917

N° 1

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE LA GUERRE

ÉTAT-MAJOR DE L'ARMÉE

Bureau de l'organisation et de la mobilisation de l'armée

MEMENTO

DES DISPOSITIONS CONCERNANT LA MAIN-D'ŒUVRE AGRICOLE

(à jour à la date du 15 septembre 1917)

*I. — Hommes mis d'une manière permanente
à la disposition de l'agriculture*

- a) Aux armées.
- b) A l'intérieur.

*II. — Hommes mis d'une manière temporaire
à la disposition de l'agriculture*

- a) Aux armées.
- b) A l'intérieur.

Annexe I. — Salaires des équipes mises à la disposition de l'agriculture.

Annexe II. — Commissions départementales de la main-d'œuvre agricole.

Annexe III. — Renseignements divers sur l'envoi en sursis de certaines catégories.

° MAIN-D'ŒUVRE AGRICOLE

I

Hommes mis d'une manière permanente à la disposition de l'agriculture

a) AUX ARMÉES

Compagnies agricoles de la zone des armées

Ces unités ont été constituées, au printemps 1915, au moyen d'agriculteurs de profession (service auxiliaire ou inaptes) prélevés sur toutes les régions pour effectuer les travaux agricoles dans les parties les plus rapprochées de la ligne de feu et les plus dépourvues de main-d'œuvre.

Ces unités, qui font partie intégrante des armées, ne sont plus alimentées.

b) A L'INTÉRIEUR

1° Agriculteurs classes 1888, 1889 (Circ. 706-1/11 12 janvier 1917, *J. O.* du 21 janvier);

Agriculteurs R. A. T. (Service auxil.) (Circ. interministérielle du 6 mai 1917, *J. O.* du 10 mai);

Agriculteurs classe 1890 (Circ. interministérielle du 27 juin 1917, *J. O.* du 29 juin);

Agriculteurs classe 1891 et R. A. T. pères de 5 enfants ou veufs avec 4 enfants (Circ. interministérielle du 29 juillet 1917, *J. O.* du 30 juillet).

Ces agriculteurs (militaires exerçant la profession principale de cultivateurs, viticulteurs, maraîchers) sont mobilisés à la terre jusqu'à nouvel ordre (les officiers, les rengagés et les commissionnés ne sont pas mobilisés à la terre). Les engagés volontaires ou spéciaux reçoivent le bénéfice de ces dispositions.

Ils sont soumis à un contrôle permanent.

(Instruction interministérielle du 3 mai 1917, complétée par l'additif du 28 juin 1917).

Deux caté- gories	a) Propriétaires exploitants, fermiers, métayers ;	De droit dans leurs foyers ;
		Consacrent tout leur temps à l'agriculture ;
		Travaillent pour la collectivité quand ils ont terminé ou interrompu leurs travaux personnels ;
	b) Ouvriers agricoles ;	Reçoivent une affectation d'après les instructions du ministre de l'Agriculture(en principe dans leur département d'origine ;
		Travail en équipe (voir annexe I, tableau des salaires par région).

Les demandes d'ouvriers agricoles doivent être adressées aux Préfets, présidents des Commissions départementales de la main-d'œuvre agricole.

Toute faute grave des agriculteurs détachés aura pour sanction :

Pour les hommes de la catégorie A : le passage dans la catégorie B ;

Pour les hommes de la catégorie B : le renvoi au corps.

Les sanctions seront prononcées par la Commission départementale de la main-d'œuvre agricole.

2° (Pour mémoire). Prisonniers de guerre (P. G.).

Les P. G. affectés à l'agriculture sont répartis entre les départements utilisant cette main-d'œuvre par les soins de la Commission extra-parlementaire des P. G.

Ce contingent est formé en compagnies agricoles (une par département, à l'exception des départements-frontière) qui sont à la disposition des Commissions départementales de la main-d'œuvre agricole.

(Voir annexe n° II).

II

Hommes mis d'une manière temporaire à la disposition de l'agriculture

a) PAR LES ARMÉES

1° Equipes fournies par les troupes retirées momentanément de la ligne de feu

Elles coopèrent aux travaux agricoles des communes où cantonnent les troupes. Durée du travail variable, en raison de la situation.

2° *Agriculteurs permissionnaires*

Ces agriculteurs (classes 1896 et plus anciennes, ou pères de 5 enfants ou veufs pères de 4) obtiennent une permission de 20 jours par substitution à l'une des trois permissions de détente à obtenir dans l'année.

Le tour de départ en permission agricole arrive automatiquement et ne peut être modifié que par permutation bénévole entre les hommes. Aucun certificat n'est exigé avant le départ ; l'homme déclare simplement exercer une profession agricole, mais il doit, à sa rentrée, rapporter un certificat de la gendarmerie attestant la véracité de ses dires.

Les officiers de complément appartenant aux classes 1889 et plus anciennes ont également droit à cette permission agricole annuelle, s'ils justifient de leur qualité de propriétaires exploitant eux-mêmes.

(Instructions données par le général en chef).

3° *Maréchaux-ferrants, forgerons, mécaniciens réparateurs de machines agricoles, bourreliers-selliers, charrons*

Les militaires de ces professions, classes 1888 et 1889, 1890 et 1891, ou R. A. T. pères de 5 enfants ou veufs pères de 4, appartenant aux armées, sont mis en sursis d'appel par mesure générale.

(Circulaire interministérielle 59.146-S/11 du 23 août 1917).

Les hommes des classes plus jeunes dont la présence dans leur commune est signalée momentanément indispensable par les Commissions départementales peuvent obtenir

du général en chef, en cas d'absolue nécessité, une permission de 40 jours.

(Instruction Guerre 30.405-S/11 du 1^{er} février 1917, complétée par circulaire 47.356-S/11 du 18 juin 1917).

Voir annexe n° III. (Périodes de l'année. Ordre de choix des classes).

b) PAR LES RÉGIONS (Circ. 8.165-1/11 du 21 avril 1917)

1^o Equipes (dont l'effectif peut descendre jusqu'à l'homme isolé) mises à la disposition des Commissions départementales pour 15 à 30 jours.

Ces équipes comprennent :

Des ouvriers agricoles ;

Des propriétaires exploitants, fermiers, métayers ;

Des non-agriculteurs, surtout employés comme renfort momentané pour les récoltes ou cueillettes (fenaison, moisson, vendanges, pommes, châtaignes, mûriers).

De toutes classes, sauf :

Les hommes à l'instruction, classe 1918 (1), récupérés (1) et leurs instructeurs ;

Les militaires relevant du général en chef (quelques unités sont temporairement détachées des armées dans la zone de l'intérieur pour exécuter certains travaux ;

Les militaires relevant de l'autorité du ministre de l'Armement (l'attribution des permissions agricoles à ces derniers est réglée, le cas échéant, par le ministre de l'Armement).

(1) Exceptionnellement, ces hommes peuvent être utilisés en équipes pour les gros travaux de récolte (fenaison, moisson, vendanges), sur décisions spéciales du Ministre.

Toutes les demandes d'équipes, formulées par les particuliers ou les communes, doivent être adressées aux Préfets, présidents des Commissions départementales de la main-d'œuvre agricole.

2° Equipes volantes mises à la disposition des cultivateurs du voisinage par les commandants d'unités chefs de détachement ou de service, pour une durée variant d'une demi-journée à une semaine.

3° Permissions agricoles :

De toutes classes, sauf :

Les hommes à l'instruction, classe 1918 (1), récupérés (1) et leurs instructeurs ;

Les militaires relevant du général en chef (quelques unités sont temporairement détachées des armées dans la zone de l'intérieur pour exécuter certains travaux) ;

Les militaires relevant de l'autorité du ministre de l'Armement (l'attribution des permissions agricoles à ces derniers est réglée, le cas échéant, par le ministre de l'Armement).

Propriétaires exploitants, fermiers, métayers ;

Ouvriers agricoles ;

Professions diverses.

(Voir plus loin règles particulières).

(1) Exceptionnellement, ces hommes peuvent être utilisés en équipes pour les gros travaux de récolte (fenaison, moisson), sur décisions spéciales du Ministre.

Règles générales (concernant 1° et 3°)

Les propriétaires exploitants, fermiers, métayers, peuvent obtenir des permissions agricoles (8 à 30 jours) dans la limite des nécessités du service, sur production d'un certificat du Maire qui doit obligatoirement mentionner la superficie cultivée.

Les ouvriers agricoles peuvent obtenir des permissions analogues sur production de certificat, lorsqu'ils sont nominativement demandés par un employeur.

La permission agricole englobe une permission de détente et ne s'y ajoute pas.

Tout homme détaché peut, en cas de nécessité, être rappelé par télégramme et doit obtempérer immédiatement.

L'envoi d'un militaire aux armées ne doit jamais être retardé sous prétexte que ce militaire est en permission ou équipe agricole.

Le voyage aller et retour des permissionnaires agricoles est gratuit, quel que soit le nombre de permissions agricoles obtenues dans l'année.

(Circ. 8.165-1/11 du 21 avril 1917).

Règles particulières

Les sériciculteurs peuvent obtenir des permissions agricoles de 15 jours aux dates indiquées par les Commissions départementales intéressées, s'ils produisent un certificat de mise en incubation d'au moins 25 grammes de vers à soie.

Les chefs d'équipe paludiers et saulniers, désignés par les

Préfets du Morbihan, de la Loire-Inférieure, de la Vendée, de la Charente-Inférieure, peuvent obtenir une permission de 15 jours pour la remise en état des marais salants. Dans les mêmes conditions, ceux des classes 1896 et plus anciennes, en service aux armées, peuvent obtenir, une fois par an, une prolongation de 13 jours à une permission de détente.

(Circ. 7.843-1/11 du 17 avril 1917).

Les bûcherons, voituriers forestiers, commis de bois et charbonniers A. T., R. A. T. ou service auxiliaire, ou hommes de l'active et de la réserve aptes à faire campagne des armes autres que l'infanterie et le génie, sauf ceux en service dans les usines, peuvent obtenir des permissions de 15 jours de leurs chefs hiérarchiques.

(Instruction au J. O. du 27 août 1915).

Les marchands de bois exploitants, entrepreneurs de coupes, en service dans les régions, à l'exception des hommes de l'active et de la réserve aptes à faire campagne et appartenant à l'infanterie et au génie, peuvent obtenir, à l'occasion des adjudications des coupes de l'Etat et des communes, des permissions dont la durée est fixée de concert entre les autorités militaires et les Conservateurs des Eaux et Forêts.

(Instruction au J. O. du 27 août 1915).

Les foudriers, tonneliers et cercliers peuvent obtenir une permission de 30 jours entre le 1^{er} août et le 1^{er} novembre, sauf les hommes à l'instruction et les hommes relevant du ministre de l'Armement.

(Circ. du 10 août 1917, J. O. du 12 août).

4° Sursis d'appel aux professions utiles à l'agriculture.

Toutes les demandes de sursis doivent être adressées aux Préfets, président des Commissions départementales de la main-d'œuvre agricole.

Les maréchaux-ferrants, forgerons, mécaniciens réparateurs de machines agricoles, bourreliers-selliers, charrons, des classes 1888 et 1889, 1890 et 1891 ou R. A. T., ou pères de 5 enfants ou veufs avec 4, ou R. A. T. du service auxiliaire sont mis en sursis d'appel par mesure générale.

(Circ. interministérielle 59.146-S/11 du 23 août 1917).

Les hommes des classes plus jeunes dont la présence dans leur commune est signalée comme momentanément indispensable par les Commissions départementales, peuvent être mis en sursis par les généraux commandant les régions pour une période déterminée.

Voir annexe III : Périodes de l'année, choix des classes.

(Instruction Guerre 30.405-S/11 du 1^{er} février 1917, complétée par la circulaire 47.356-S/11 du 18 juin 1917).

Les entrepreneurs de battages, les mécaniciens de machines à battre, les engreneurs obtiennent des sursis d'appel, en temps voulu, dans des conditions analogues à celles prévues pour les maréchaux-ferrants visés à l'alinéa précédent.

(Circ. 47.357-S/11 du 18 juin 1917).

Un certain nombre de spécialistes des tracteurs agricoles sont mis en sursis d'appel par les soins de l'Inspecteur régional des sursis de G. M. P., sur proposition du ministre de l'Agriculture.

Les sucriers obtiennent des sursis d'appel au début de la campagne sucrière.

Les bûcherons, voituriers forestiers, commis de bois A. T., R. A. T. ou service auxiliaire, sauf ceux en service dans les usines, peuvent être mis en sursis d'appel pour deux mois, avec prolongation seulement dans le cas de nécessité absolue, sur demande adressée au Conservateur des Eaux et Forêts, transmise à l'Inspecteur régional des sursis.

(Instruction au J. O. du 27 août 1915).

Les étalonniers de toutes classes peuvent obtenir des sursis pour la saison de la monte jusqu'à la fin de juillet.

Les bergers qui ne sont pas en service dans les usines peuvent demander des sursis pour l'agnelage. Ces sursis ne sont accordés qu'en petit nombre et que si les nécessités du service le permettent.

Enfin, des sursis peuvent être accordés aux spécialistes suivants :

Tondeurs de troupeaux.

Laitiers.

Vachers fromagers.

Agents de syndicats.

Conducteurs de tracteurs.

Techniciens des fabriques d'engrais.

ANNEXE I

Salaires des équipes mises à la disposition de l'agriculture

RÉGIONS	DÉPARTEMENTS	Taux du salaire	OBSERVATIONS
Nord-Ouest...	a) Côtes-du-Nord, Morbihan.....	4 62	Le salaire comprend globalement :
	b) Finistère, Ille-et-Vilaine.....	4 57	
	c) Manche Calvados, Orne, Mayenne, Sarthe	4 67	
Nord.....	Nord, Pas-de-Calais, Somme, Seine-Inférieure, Eure, Eure-et-Loir, Seine-et-Oise, Oise, Seine, Seine-et-Marne Aisne	5 15	La nourriture évaluée à... 3 00 (peut être fournie en nature).
Nord-Est.....	Ardennes, Marne, Aube, Haute-Marne, Meuse, Meurthe-et-Moselle, Vosges, Haut-Rhin.....	5 21	
Est .. .	Doubs, Jura, Ain, Savoie, Haute-Savoie, Isère, Rhône, Loire, Saône-et-Loire, Haute-Saône, Côte-d'Or....	5 06	La soldemilitaire. 0 25
Centre	Loir-et-Cher, Loiret, Yonne, Indre, Cher, Nièvre, Creuse, Allier, Puy-de-Dôme	5 27	Une indemnité d'usure d'effets... 0 25
Ouest	Indre-et-Loire, Maine-et-Loire, Vienne, Haute-Vienne, Loire-Inférieure, Vendée, Deux-Sèvres, Charente, Charente-Inférieure. . .	5 12	une indemnité en argent (variable).
Sud-Ouest....	Dordogne, Lot-et-Garonne, Gironde, Landes, Basses-Pyrénées, Gers, Hautes-Pyrénées, Haute-Garonne, Ariège	4 75	
Sud.....	Pyrénées-Orientales, Aude, Hérault, Lozère, Aveyron, Tarn, Tarn-et-Garonne, Lot, Corrèze, Cantal....	4 90	
Sud-Est.	Haute-Loire, Ardèche, Drôme, Gard, Vaucluse, Bouches-du-Rhône, Var, Alpes-Maritimes, Basses-Alpes, Hautes-Alpes	4 89	
Corse		4 68	
Algérie-Tunisie ...		4 86	

ANNEXE II

Commissions départementales de la main-d'œuvre agricole

(Circulaire Guerre 19.442-1/11 du 22 décembre 1915).

(Circulaire Agriculture, 31 janvier 1917).

Composition. — La Commission départementale comprend :

Le Préfet, président ;

Le général (ou colonel) commandant les subdivisions du département ;

Le Directeur des Services agricoles ;

Trois agriculteurs représentant les Sociétés d'agriculture ;

Un Conseiller général, quand il s'agit de délibérations au sujet des P. G.

Rôle. — La Commission départementale centralise les demandes de main-d'œuvre formulées par les communes ou par les particuliers.

Elle y donne satisfaction au moyen :

Des prisonniers de guerre ;

Des équipes permanentes d'ouvriers agricoles (classes 1888, 1889, 1890, 1891, R. A. T. du service auxiliaire ou pères de 5 enfants ou veufs pères de 4) affectés au département par le ministre de l'Agriculture ;

• Des équipes mises temporairement à la disposition de l'agriculture par l'autorité militaire.

ANNEXE III

(Instruction Guerre du 1^{er} février 1917)

Renseignements sur l'envoi en sursis

des maréchaux-ferrants, forgerons, mécaniciens réparateurs de machines agricoles, bourrelier-selliers, charrons, entrepreneurs de battages, mécaniciens de machines à battre, engreneurs.

a) Choix des classes dans l'ordre :

Hommes du service auxiliaire (1902 et plus anciennes) ;

Hommes du service auxiliaire (1903 à 1914) ;

R. A. T. (service armé), 1895 à 1890 ;

A. T. (service armé), 1902 à 1896, à titre tout à fait exceptionnel.

b) Divisions de l'année en périodes :

Du 1^{er} janvier au 15 mai ;

Du 15 mai au 15 octobre ;

Du 15 octobre au 31 décembre.

Chaque sursis est accordé pour une de ces périodes.

TROISIÈME PARTIE

CE QUI RESTE A FAIRE POUR ÉVITER UNE CRISE DE LA MAIN-D'ŒUVRE AGRICOLE

C'est en présence d'un tel état de choses que nous nous trouvons maintenant que la paix est signée ; toutefois, comme la main-d'œuvre d'Etat a disparu avec la démobilisation, comme le marché du travail agricole n'est pas encore organisé et que le pays n'a pas encore définitivement adopté de politique d'immigration (sauf le traité avec l'Italie), on doit se demander comment, dans l'avenir, on pourra faire face aux besoins des exploitations rurales. Avant la guerre, on estimait le manque de main-d'œuvre en agriculture à 100.000 hommes environ. On peut maintenant fixer approximativement les pertes en agriculture, du fait de la guerre, de la manière suivante :

Tués ou disparus (75 0/0 du total).....	1.000.000
Mutilés gravement atteints, pouvant difficilement se livrer à tous les travaux agricoles comme par le passé.....	350.000

Ruraux appelés à quitter la campagne pour remplacer les travailleurs urbains disparus et venant s'ajouter au déficit d'avant-guerre.....	250.000
--	---------

Total.....	1.600.000
------------	-----------

De sorte qu'actuellement le manque de bras pour l'agriculture s'inscrit à 1.600.000, soit plus d'un million et demi d'hommes. Où les trouverons-nous ?

En France, par l'amélioration des conditions de la vie ouvrière paysanne. A l'étranger, par l'intensification et la création de courants migratoires vers la France.

Pour cela, il n'est pas douteux, en effet, que les programmes d'avant-guerre sont plus insuffisants que jamais. Il faut avoir des vues larges et ne pas reculer devant une politique qui, tout en restant méthodique, doit être puissante et hardie.

Il est à craindre que le dépeuplement des campagnes ne provoque une crise agraire d'une grande intensité. Le retour à la terre d'une partie des populations urbaines n'est pas à espérer et il est malheureusement possible que notre natalité ne se relève pas suffisamment. Les conséquences de cet état de choses vont être graves pour la France si l'on ne prend pas les mesures nécessaires pour y remédier. Vis-à-vis d'une Allemagne possédant une population surabondante, notre pays va se trouver dans un état d'infériorité qui nous conduirait, malgré la victoire, aux pires catastrophes, si l'on ne parvenait à reconstituer la population rurale française. Au point de vue agraire, ces conséquences seront les suivantes :

1° Délaissement d'étendues considérables, dans beaucoup de pays morcelés, au profit de la friche et de la forêt ;

2° Extension des zones pastorales au détriment des zones culturales, et, par suite, diminution de la culture des céréales, pourtant essentiels pour l'alimentation du pays ;

3° Régression, sur certains points, de la moyenne et même de la petite culture et constitution de très vastes exploitations où il sera possible de cultiver mécaniquement avec moins de main-d'œuvre. Certaines de ces vastes exploitations ne seront plus possédées par des particuliers, mais par des sociétés foncières. Le capital foncier, jusqu'ici personnel, deviendra en partie anonyme, comme dans l'industrie, et la contre-partie fatale de ce changement sera la formation d'un prolétariat agricole analogue au prolétariat industriel, avec cette différence que la formation de ce prolétariat agricole ne correspondra nullement à une nécessité économique et qu'elle résultera seulement d'un état de choses fâcheux, contre lequel il aurait été facile de réagir.

Si l'évolution que nous envisageons ci-dessus venait à se produire (et elle se produira si aucun effort n'est fait pour l'enrayer), le plus sérieux élément de stabilité sociale du pays aura disparu. La société anonyme financière, en se substituant, dans une mesure plus ou moins grande, à la propriété rurale individuelle, constituerait une extension de plus en plus dangereuse de la fortune anonyme dans toutes les formes de la richesse et provoquerait un développement parallèle du prolétariat agricole. La formule de la société anonyme foncière est, à nos yeux, extrêmement dangereuse au point de vue social ; elle ne comporte, au point de vue agricole, aucun avantage vraiment sérieux.

1° *Rémunération du travail agricole et chômage.* -- Les terriens qui constituent la main-d'œuvre agricole française sont parfois de véritables artistes, d'autant plus remarquables qu'en maintes circonstances il leur est encore interdit de se spécialiser. Leur physionomie se précise lorsque l'on songe que ces travaux variés auxquels l'ouvrier agricole doit se consacrer sont souvent contrariés par les intempéries de toutes sortes qu'il faut subir et combattre. Or, l'heure de semer le blé ou de le faucher ne saurait être indéfiniment différée, et si la pluie ou le froid ont retardé ces opérations, vitales pour le pays, les éclaircies appellent sans délai le laboureur. A de telles nécessités, le législateur doit se plier ; comme, d'un autre côté, il ne lui faut pas oublier ce que nous devons à ces laboureurs qui nous font vivre, la tâche est pour lui délicate de concilier les besoins du sol et ceux des cultivateurs. Comment s'y prendre pour trouver la solution ?

Il va sans dire que la première chose à faire est d'assurer à l'ouvrier agricole un bien-être égal à celui dont bénéficie son camarade des villes, afin qu'à aucun moment il ne puisse se croire sacrifié à ce dernier, alors que son rôle est tout aussi, sinon plus important. Ce but peut être atteint par une rémunération du travail proportionnée à la peine que celui-ci comporte, et il n'est pas nécessaire, pour que le résultat soit obtenu, qu'il sorte mensuellement de la poche de l'agriculteur un nombre de pièces de cent sous égal à celui qu'aurait versé un industriel.

A côté du salaire en argent, figure le salaire en nature, et si le salaire en nature tend de plus en plus à disparaître dans

l'industrie, pour des motifs qui s'expliquent de façon assez rationnelle, il faut reconnaître que son maintien est tout à fait justifié en agriculture. Il semble bien, il est vrai, que le paiement entièrement en nature ne soit pas à conserver et encore moins à conseiller, parce que le bénéficiaire peut avoir quelque difficulté à réaliser la partie des récoltes que le patron lui a cédées et qu'il n'emploie pas à sa propre consommation. De même, on peut admettre que chaque ménage agricole peut se nourrir chez lui suivant ses goûts ; mais, outre que la nourriture chez le patron peut procurer quelques-uns des avantages qu'on demande aux sociétés coopératives de consommation, tant qu'on n'aura pas assez multiplié les logements ruraux, tant que s'imposera à la ferme le maintien d'un certain nombre de gages célibataires pour l'entretien du bétail, l'octroi de la nourriture sera absolument nécessaire à une partie au moins de la main-d'œuvre agricole.

La nourriture, d'ailleurs, ne constitue pas le seul paiement en nature. L'octroi d'un champ cultivé par les attelages et instruments du patron gratuitement prêtés le dimanche, la concession d'une maison, interviennent de la façon la plus heureuse pour compléter un salaire en argent au premier abord modeste. Nul n'ignore, en effet, que si la nourriture achetée coûte à la campagne presque plus cher qu'en ville, celle que l'on produit chez soi avec les déchets du ménage transformés par les porcs et les volailles, revient à un prix à peu près nul. L'attribution de primes en nature ou en espèces peut aussi très utilement intervenir pour relever les salaires et récompenser un effort qui, en certaines circons-

tances, aura assuré le salut d'une récolte, et, en tous cas, il est un élément dont il y a lieu de tenir compte, si l'on veut être juste, dans l'attribution des salaires agricoles.

Il y a en France des régions nettement caractérisées pour leurs conditions économiques générales, variables selon chacune d'elles. Ces conditions économiques doivent retenir l'attention des agriculteurs et il paraît indispensable de rechercher les bases d'une harmonie entre les salaires pratiques non seulement dans une même région, mais encore de région à région, si l'on veut arriver non pas à une égalité de pièces de cinq francs versées à l'ouvrier, mais par une égalité de bien-être procurée par la quantité de numéraire et de produits en nature octroyés. Nous insistons sur ce point, car le cultivateur n'a pas toujours sous la main tout le personnel qui lui est nécessaire au moment des grands travaux ; une main-d'œuvre volante empruntée non seulement à nos nationaux, mais à l'étranger, doit se transporter de place en place pour combler les vides, et, par conséquent, savoir que, malgré les apparences auxquelles elle pourrait se laisser tromper, elle n'est pas l'objet de traitements différents suivant qu'elle remonte au nord ou descend vers le midi.

Les salaires ruraux sont incontestablement moins élevés que les salaires urbains ; quelles sont les raisons de cette moindre élévation ?

Une des premières raisons est le manque d'entente que, du fait de leur travail en formations dispersées, les ouvriers des champs apportent à la défense de leurs intérêts. L'absence de syndicats ouvriers agricoles n'est pas l'unique motif des salaires élevés, la composition même de la population

agricole en est un autre. Beaucoup d'ouvriers agricoles sont en même temps petits propriétaires ou petits exploitants. Ils louent leurs services quand ils ont achevé le travail qu'ils ont à faire chez eux, mais comme c'est parfois à titre de réciprocité ou d'entr'aide, ils ne font pas payer cher un service qu'eux-mêmes sont exposés à demander à leur tour. Une telle manière de faire réagit sur le taux des salaires.

Un troisième motif se rencontre dans l'inégale répartition des travaux au cours de l'année ; il y a toujours une morte-saison.

Pour être juste, il faut reconnaître que le salaire n'a pas besoin d'être aussi élevé à la campagne qu'à la ville pour procurer un bien-être égal à l'ouvrier agricole. Le prix de revient du logement, de la nourriture, l'usure des vêtements sont moins élevés à la campagne.

On peut donc arriver à cette conclusion que la rémunération du travail des champs a contre elle le grave inconvénient de s'appliquer à un travail trop souvent irrégulier, ayant pour conséquence un chômage plus ou moins caractérisé. C'est pourquoi les salaires sont si bas, bien que la guerre les ait fait monter sensiblement, mais leur caractère n'en a pas été changé.

Il est donc important que l'ouvrier agricole soit convenablement rétribué, mais surtout qu'il le soit d'une façon continue, qu'il n'ait pas ou ait le moins possible à souffrir des mortes-saisons, pendant lesquelles il mangerait les économies péniblement acquises au cours des périodes où le travail du sol est le plus intense. Il faut, en un mot, lutter contre le chômage de la main-d'œuvre agricole.

Le chômage agricole a deux causes principales : les intem-

péries et la diversité des travaux auxquels est successivement obligé de s'occuper l'ouvrier des champs. Cette diversité peut d'ailleurs servir à porter remède au mal qu'elle occasionne. Bien que déjà combattu, le chômage existe encore en agriculture précisément parce que il est fort difficile de répartir également d'un bout de l'année à l'autre les travaux des champs, de telle sorte que les ouvriers, en nombre insuffisant à certains moments, se trouvent, malgré leur énorme diminution, en surnombre à d'autres. Il faut ainsi rechercher, outre des travaux tous nécessaires, une coordination qui, tenant compte des époques auxquelles ils doivent être exécutés et de la peine plus ou moins grande qu'ils imposent, permette de remplir le temps disponible sans perte, mais aussi sans surmenage excessif.

Les meilleurs moyens à employer pour atténuer le chômage semblent pouvoir se résumer ainsi :

Perfectionnement des méthodes culturales, commercialisation de l'agriculture, emploi de mieux en mieux compris d'un outillage agricole de plus en plus perfectionné, choix d'un système de culture en harmonie avec la région où se trouve le domaine cultural et avec le but poursuivi sur l'exploitation, utilisation d'une main-d'œuvre en rapport avec le système de culture choisi, recours à l'industrie pour occuper le temps que les travaux des champs laissent disponible, rechercher des industries dites rurales et plus particulièrement de celles ayant pour objet la transformation des produits du sol.

2° *Hygiène rurale.* — Malgré tout, un ouvrier agricole bien payé et régulièrement payé sera encore dans une situa-

tion bien précaire tant qu'on n'aura pas pour lui, d'une façon absolument générale, amélioré d'une part le couchage à la ferme s'il est célibataire, et, d'autre part, son installation dans une maison propre et bien aérée s'il est marié et si, comme tout le monde le réclame, on désire le voir fonder une famille à qui il est juste qu'il assure une somme minima de bien-être et de confort.

L'hygiène est liée à la propreté à la maison, à l'évacuation des eaux usées et des déchets de la vie ; elle implique aussi la recherche d'une nourriture saine d'où sera exclu l'alcool, au moins dans la mesure abusive où il est parfois encore utilisé comme excitant au travail. Plus loin, elle vise à l'amélioration des terrains marécageux et par suite insalubres ; elle prévoit la création d'un bon réseau de routes et de chemins ménageant à la fois les forces des gens et des animaux.

L'hygiène, la lutte heureuse contre les difficultés de la vie supposent chez l'ouvrier agricole le développement de l'instruction, ou plus exactement de l'éducation professionnelle, car il ne s'agit pas de faire de lui un déclassé postulant pour un emploi de surveillant ou de contremaître, parfois mal rétribué parce que trop convoité.

3° *L'éducation professionnelle.* — Où faire cette éducation qui donnera à la terre de bons ouvriers capables non seulement de bien exécuter les travaux dont elle a besoin pour produire, mais aussi de les raisonner, c'est-à-dire de les exécuter avec moins de peine et plus d'intelligence ? Jusqu'ici, on a trop songé aux têtes qui commandent et pas assez aux bras qui doivent accomplir la tâche commandée.

Il est temps de changer de méthode : à l'école primaire, il faut faire naître et grandir l'amour de la terre chez les fils de nos laboureurs ; à la ferme d'apprentissage, il faut faire d'eux des charretiers adroits, des bouviers entendus, de bons machinistes agricoles, des bergers, des vachers au courant de leur métier et conscients de ce que tous ces métiers ont de noble et d'attirant pour quiconque ne considère pas comme dégradantes les occupations qui, au premier chef, rendent possible la vie même de l'humanité. Pupilles de la Nation, enfants un moment égarés et, trop facilement peut-être, mis jusqu'à présent dans les maisons de correction, fourniront, à côté des enfants plus heureux de nos campagnes, deux sources où l'école d'apprentissage puisera utilement pour augmenter le contingent de ses jeunes recrues.

La ferme d'apprentissage doit être conçue comme devant constituer un véritable atelier, où les enfants seront appelés à apporter l'appoint de leur main-d'œuvre en participant d'une façon utile à tous les travaux de la terre. Mais il ne faut pas attendre le début de l'apprentissage pour commencer la formation professionnelle du futur travailleur des champs, lorsque la chose est possible. Dès sa première enfance, le fils de l'ouvrier agricole peut commencer à voir, aux côtés de son père, bien des détails de son futur métier.

D'autres éléments de notre population rurale auront déjà passé l'âge de cette formation pratique complète ; les cours d'agriculture du soir, fixes ou ambulants, leur fourniront cependant de précieux moyens d'accroître des connaissances déjà acquises par l'expérience journalière.

Notre main-d'œuvre rurale adulte ne devra pas négliger ces cours du soir ; les ménagères y apprendront plus d'une

bonne recette pour améliorer l'ordinaire sans trop grossir la dépense, pour rendre la maison plus attrayante, pour épargner aux enfants les dangers des maladies infantiles mal soignées. Elles y seront initiées aux secrets de l'élevage lucratif des volailles, aux soins de la laiterie.

Les hommes, de leur côté, seront familiarisés avec les difficultés dont ils s'effraient lorsqu'il s'agit pour eux d'utiliser le crédit agricole à l'acquisition d'un cheptel, à l'accession à la petite propriété, ou encore à l'achat en commun de semences et d'engrais. Ils comprendront l'intérêt que présentent les assurances mutuelles contractées pour la sauvegarde de leur bétail, de leurs récoltes ou de leurs immeubles ; ils saisiront les bienfaits de la coopération en matière de production et de vente, et, sans quitter pour cela le terrain de la défense de leurs intérêts professionnels, pourront insister pour que la loi sur les accidents de travail leur soit applicable ; ils verront que la loi sur les retraites ouvrières et paysannes leur assure dès maintenant un pécule pour leurs vieux jours.

4° *Institutions d'assistance et de prévoyance sociale.* — Qu'a-t-il été fait de précis en faveur de l'ouvrier agricole ? Peu de choses. La loi sur les accidents du travail ne s'occupe pas de lui. Et tant que la mise au point de la loi est subordonnée à l'interprétation d'un magistrat, l'ouvrier des champs peut dire qu'il est mal protégé. Ce n'est pas que le droit à la réparation de l'accident agricole n'ait été depuis longtemps reconnu. Mais s'il a fallu attendre jusqu'à maintenant pour mettre sur pied un projet dont les derniers détails sont à peine arrêtés, c'est qu'on a craint de charger

l'agriculture, déjà grevée de façon très lourde. On s'est imaginé aussi que les accidents étaient plus rares en agriculture que dans l'industrie, et, enfin, on a cru que les risques seraient très difficiles à codifier, parce que les travaux des champs, très variés, donnent lieu à l'octroi de salaires très variés eux aussi. Non seulement l'assurance contre les accidents doit garantir aussi efficacement l'ouvrier agricole que l'artisan des villes, mais elle doit tenir compte de la situation toute spéciale qu'il occupe comme métayer, comme petit patron. Ces cas très divers ont été envisagés dans le projet de loi rapporté par M. Mauger, qui détruit ainsi l'inégalité flagrante qui existe au détriment de la main-d'œuvre agricole.

Heureusement, en matière d'assistance, l'ouvrier rural bénéficie de mesures plus précises, bien que peut-être pas toujours assez efficaces. Les sociétés de secours mutuels ont rendu de sérieux services. Mais elles sont limitées dans leurs ressources parce qu'entièrement constituées par les versements des sociétaires. Leur rôle bienfaisant ne peut donc prendre toute l'extension désirable, et d'autant plus que l'éloignement des exploitations où travaillent les ouvriers ruraux empêche parfois leur groupement.

Il fallait donc faire quelque chose de plus. Tel a été le but de la loi d'assistance aux vieillards, infirmes et incurables. Cette loi de 1907 s'applique à l'ouvrier agricole.

La loi du 5 avril 1910, dite des retraites ouvrières et paysannes, demandera à être remaniée et une revision s'imposera qui harmonisera la loi avec les conditions nouvelles qui sont faites au monde du travail.

Le législateur a voulu ajouter l'assistance de l'Etat à la

prévoyance de l'individu et ce sont ces deux facteurs qu'il a mis en jeu quand il s'est agi de provoquer la création des mutuelles-bétail et mutuelles-incendie. Un autre groupe d'institutions de prévoyance et d'assistance comprend les mesures d'hygiène individuelle et publique (lois sur l'exercice de la médecine, service de la vaccination, assistance médicale gratuite aux femmes en couches, aux familles nombreuses, protection de l'enfance).

Il est aussi très intéressant pour l'ouvrier agricole de profiter des facilités que les pouvoirs publics, soucieux de l'attacher au sol natal, cherchent à mettre à sa disposition en favorisant son accession à la propriété. La loi du 12 avril 1906 encourage la construction de maisons à bon marché en accordant diverses exemptions d'impôts, seconde les initiatives qui apportent des capitaux et permet l'indivision pour que le logement ouvrier puisse être conservé, sur estimation, par l'un des survivants de l'occupant décédé. Un jardin de quelques ares peut suivre le même sort, étant attenant à la maison et si l'occupant se trouve dans les conditions requises.

Les amortissements à payer sont en général assez élevés et les dispositions prises s'appliquent plutôt aux immeubles urbains ; c'est pourquoi M. Ribot a pris l'initiative d'une loi qui, votée le 10 avril 1908, porte son nom et vient améliorer la loi de 1906. En vertu de cette loi, l'Etat consent des avances au taux de 2 0/0 pour être employées en prêts hypothécaires individuels en vue de l'acquisition, soit de champs ou de jardins, soit de maisons individuelles. Ces avances, faites pour 25 ans au plus, sont consenties par l'intermédiaire des Caisses régionales de crédit immobilier, consti-

tuées sous forme anonyme, au capital de 200.000 francs, par actions nominatives d'au moins 100 francs et approuvées par le ministère du Travail. Les Caisses régionales font des prêts hypothécaires individuels ou prêtent leur concours aux sociétés d'habitation à bon marché ; l'intérêt demandé est de 3 1/2 0/0 dans le premier cas et de 3 0/0 dans le second. Les particuliers doivent, lors du prêt hypothécaire, posséder un cinquième au moins du prix de la maison ou du terrain, garantir le paiement des annuités qui resteraient dues au moment du décès, être dans les conditions requises par la loi au point de vue de la salubrité de l'immeuble, etc., cultiver ou faire cultiver par les membres de leur famille le champ ou le jardin. Le prix d'acquisition de la propriété ne doit pas dépasser 1.200 francs, ni son étendue un hectare, moyennant quoi elle est admise au bénéfice de la loi de 1906. Comme on le voit, le futur propriétaire doit, avec la loi Ribot, remplir un nombre de conditions importantes. Il semble surtout que, lorsqu'il aboutit, il ne doive pas trouver dans l'immeuble qu'il lui a été permis d'acquérir toutes les commodités dont il peut avoir besoin pour vivre à la campagne dans une situation d'ouvrier rural ; tel est l'avis qui prévaut et détermine la création du crédit agricole individuel à long terme. (Loi du 19 mars 1910).

L'ouvrier agricole qui use de ce crédit avec le concours des Caisses régionales bénéficie de prêts de 8.000 francs au plus, ayant lieu par ouverture de crédit hypothécaire ou garantis par un contrat d'assurances en cas de décès. Ces prêts, remboursables en 15 ans, sont facilités par les avances gratuites, remboursables en 20 ans, consenties par l'Etat aux Caisses régionales de crédit agricole ou immobilier. On

en saisit d'autant plus l'intérêt que le bénéfice de l'insaisissabilité peut être assuré aux petites exploitations acquises ou reconstituées en vertu de la loi de 1910. Peut-être, comme le fait remarquer M. Ricard, pourrait-on harmoniser davantage ces diverses lois et faire disparaître certaines dispositions qui seraient en contradiction les unes avec les autres sans la bonne foi des intéressés.

Une mention spéciale doit être faite de la loi du 12 juillet 1909 sur le bien de famille insaisissable. Grâce à cette loi, l'ouvrier agricole peut acquérir un petit bien et le mettre, dans certaines conditions, à l'abri d'une saisie, ainsi que le cheptel nécessaire à la marche de l'exploitation.

L'ouvrier agricole a donc à sa disposition un nombre déjà respectable d'institutions d'assistance et de prévoyance. Elles sont toutefois insuffisantes et il est nécessaire que le Parlement, dans un avenir prochain, lui donne en cette matière une situation équivalente à l'ouvrier des villes.

En tous cas, deux lois récentes ont prévu la constitution de domaines ruraux :

1° La loi du 25 octobre 1919, art. 48, donne qualité aux Chambres d'agriculture pour employer tous moyens appropriés pour lutter contre le dépeuplement des campagnes et, notamment, pour constituer ou favoriser la constitution de petites propriétés paysannes et ouvrières là où le besoin s'en fait sentir, faciliter aux petits cultivateurs et aux ouvriers agricoles l'accession à ces propriétés ;

2° La loi du 31 octobre 1919 autorise le département et les communes à acquérir des terrains et des domaines ruraux, à les bâtir et à les vendre en vue de faciliter aux travailleurs et aux personnes peu fortunées l'accession à la

petite propriété. La valeur des domaines ruraux prévus par ce texte ne peut dépasser 10.000 francs. La cession se fait au comptant.

Mais, à l'heure actuelle, le cultivateur ne trouve pas un organisme qui puisse à la fois lui procurer un domaine rural et l'argent nécessaire pour le payer, condition indispensable pour que le salarié agricole puisse devenir propriétaire.

Une proposition de loi, renvoyée à la Commission de l'agriculture et qui n'a pas encore abouti depuis le début de 1920, complète ces lois existantes ; elle n'a pas pour effet de diminuer le champ d'action des organisations qui fonctionnent déjà, elle vise à atteindre des catégories plus nombreuses. Les organismes qu'elle crée pourront faire à la fois les deux opérations aujourd'hui séparées : constitution de domaines ruraux et prêts pour leur exploitation ou leur acquisition. Ces organismes : Caisse nationale de la propriété paysanne et Sociétés foncières régionales seront plus souples. Ils se constitueront et fonctionneront sous la forme de sociétés contrôlées par l'Etat.

La valeur des domaines ruraux et le montant des prêts ne seront pas assujettis à des limitations aussi étroites. Les prêts pourront revêtir des formes multiples et être faits soit en vue de constituer un capital d'exploitation, soit en vue d'acquérir un fonds rural. Les cessions se feront au comptant ou sous forme de location avec promesse de vente combinée avec des prêts. L'ouvrier agricole, pour accéder à la propriété, doit en effet passer par une situation intermédiaire, celle d'exploitant. Cette étape est nécessaire si l'on veut aboutir à des résultats certains.

En vue de favoriser les familles nombreuses, l'Etat prendra à sa charge une partie des annuités des remboursements. Cette partie sera calculée en tenant compte du nombre des enfants vivant avec l'emprunteur ou exerçant la profession d'agriculteur. La Caisse nationale de la propriété paysanne fournira des capitaux aux sociétés foncières régionales ; elle sera en même temps un organe de direction et de contrôle.

Les sociétés foncières régionales seront les véritables organes de réalisation ; elles procureront aux nouveaux exploitants des terres et des capitaux. Elles réaliseront la constitution d'exploitations familiales par voie d'acquisitions amiables ou de remembrement. Dans ce but, elles auront un droit de préemption sur les ventes de domaines ruraux. L'exercice de ce droit sera soumis à des conditions qui respecteront la liberté et assureront la sûreté des transactions. En vue d'empêcher la dispersion du domaine familial, il sera nécessaire de prendre des dispositions destinées à maintenir l'indivision. Enfin, on réservera pendant cinq ans la priorité des avantages consentis par l'Etat, pour le remboursement des prêts, aux anciens combattants envers lesquels la France a contracté une dette sacrée de reconnaissance.

Cette proposition de loi a pour but à la fois la reconstitution de la population rurale indispensable au développement de notre agriculture, la reconstitution du sol permettant d'intensifier la production par l'exploitation familiale. Les sacrifices financiers de l'Etat seront largement compensés par l'accroissement général de la richesse nationale qui résultera d'une production plus abondante.

Ces mesures, étudiées dans un but d'intérêt national, avec

le développement économique du pays comme principal objectif, s'imposent. Elles doivent dès aujourd'hui retenir l'attention de quiconque a le souci de la prospérité de l'agriculture française.

5° *Retour à la terre des réformés et mutilés de guerre.* —

L'attraction qu'exerce la ville sur nos populations rurales, très grande déjà avant la guerre parce que déjà miroitaient aux yeux des campagnards les charmes d'une vie jugée plus facile et surtout plus agréable, s'est encore accrue depuis que les hauts salaires actuels sont payés à nos ouvriers d'industrie. Si l'on n'en fait pas voir ce que cette attraction a trop souvent de trompeur, si l'on ne crée pas aux champs un milieu aussi séduisant que l'atmosphère de nos cités, l'avenir sera bien compromis. Avec nos 1.600.000 agriculteurs tués, disparus ou partis à la ville, il n'est que temps d'agir, et lorsque l'ouvrier agricole aura, sous l'influence de cette action, saisi qu'il n'est pas un déshérité, le premier élément sur lequel l'effort devra se porter pour l'inciter au retour à la terre sera l'ouvrier agricole mutilé.

Il faut que, dans les centres de réadaptation créés pour lui, cet ouvrier voit qu'il est à la campagne souvent moins handicapé qu'à la ville, qu'il trouve aux champs un milieu plus favorable à son état de blessé que l'atmosphère confinée de l'atelier, et surtout que des métiers ruraux relativement faciles, tels que l'osiericulture, la vannerie, l'apiculture et l'élevage des volailles peuvent lui procurer des moyens d'existence fort honorables et suffisamment avantageux. Parfois, il pourra les exercer pour le compte d'autrui ; plus

rarement, il pourra même retrouver des places de conducteur de tracteur, de charretier ou de vacher.

Il n'y a guère de mutilé, à moins qu'il soit amputé des deux jambes, qui ne puisse vivre à la campagne d'un métier rural.

Malheureusement, si les résultats de l'expérience acquise sont connus d'agriculteurs et de médecins, ils sont ignorés des blessés, ainsi que de la majorité des personnes qui les entourent. Il était donc nécessaire de faire connaître aux paysans mutilés quelle est la vérité et comment ils peuvent espérer vivre, dans leur milieu d'origine, d'un métier compatible avec leurs impotences.

Le Service de la main-d'œuvre agricole, avec le concours de la Société nationale de protection de la M. O. A., a entrepris cette tâche difficile de porter à tous les blessés, où qu'ils se trouvent, un mot de réconfort et la preuve de la possibilité qu'ils ont de participer encore à la mise en valeur du sol qu'ils ont si vaillamment défendu. La propagande pour le retour à la terre des mutilés a été organisée par la lecture au moyen de brochures, par la vue au moyen du cinéma et par l'expérimentation au moyen d'expositions.

Les hommes récupérés par la propagande entreprise doivent être placés ou établis à leur compte. Le placement des mutilés de la guerre comme ouvriers agricoles salariés est une chose bien délicate. Il ne faut placer des blessés que pour occuper des emplois qu'ils sont susceptibles de remplir avec un rendement très voisin de celui d'un ouvrier normal. Il faut surtout chercher à établir les mutilés comme petits chefs d'exploitation, propriétaires, fermiers, métayers. Alors,

travaillant pour leur compte, ils ne sont pas astreints à fournir un rendement en travail très élevé et sont susceptibles d'exécuter tous les travaux agricoles nécessités par la culture d'un petit domaine. Malheureusement, les facilités de crédit dont peuvent bénéficier les mutilés sont bien faibles eu égard au capital élevé d'exploitation nécessaire aujourd'hui en agriculture. Il semble qu'on n'ait envisagé que l'accession des mutilés à la propriété, mais, pratiquement, un homme ne possédant pas de capitaux est dans l'impossibilité de devenir d'emblée petit propriétaire exploitant, c'est-à-dire de recevoir sous forme de crédit et le capital foncier et le capital d'exploitation.

La loi du 9 avril 1918 met à la disposition des blessés titulaires d'une pension viagère un prêt pouvant s'élever jusqu'à 10.000 francs et destiné à l'acquisition d'une petite propriété rurale. Mais l'expérience nous a montré que la loi ne pouvait trouver d'application que dans quelques cas très limités : petits propriétaires profitant de ces dispositions pour agrandir leur héritage, mutilés ayant déjà devers eux un capital leur permettant de mettre en valeur la propriété achetée grâce au prêt prévu par la loi. La loi peut enfin jouer dans certains cas particuliers : pour l'acquisition d'une maison et de quelques terres en vue de la création d'une oseraie, ou encore pour l'achat d'une maison et de terrains destinés à la culture maraîchère. Les raisons qui empêchent la loi du 9 avril 1918 de porter ses fruits sont les suivantes :

1° Insuffisance de la somme du prêt pour acquérir et mettre en valeur des exploitations rurales d'une étendue suffisante pour faire vivre les bénéficiaires ;

2° Nombre très restreint sur le marché d'exploitations

agricoles susceptibles d'être achetées avantageusement par les mutilés ;

3° Formalités trop nombreuses et trop longues à remplir qui empêchent les mutilés de profiter en temps utile des occasions qui s'offrent à eux.

C'est pourquoi une loi du 5 août 1920 modifie l'article 1^{er} de la loi du 9 avril 1918 et élève à 20.000 francs le maximum de la valeur des immeubles à acquérir à l'aide de prêts consentis en exécution de la dite loi.

Il est donc à souhaiter qu'une forme de crédit mobilier agricole pratique soit mise à la disposition des grands blessés, forme de crédit qui leur permettra de devenir fermier ou métayer, en attendant que les bénéfices réalisés par eux leur permettent d'acquérir des terres. Physiquement, le plus grand nombre des mutilés sont susceptibles de se livrer aux travaux de culture ; ce qui les empêche, dans la plupart des cas, de revenir au village natal, c'est le manque de moyens financiers pour s'établir à leur compte. On ne saurait en donner une meilleure preuve que le fait du retour automatique à la terre des chefs d'exploitations et de l'exode des salariés agricoles.

Malgré cela, si toutes ces mesures produisaient tous les heureux effets qu'on est en droit d'espérer, le vide des campagnes serait bien loin d'être comblé. Tant que des générations nouvelles, plus nombreuses que celles qui les ont précédées, ne seront pas venues repeupler nos campagnes, un appel à la main-d'œuvre d'hors pays sera nécessaire.

6° *Main-d'œuvre de complément.* — Telle qu'elle se présentait avant la guerre, l'obtention des produits du sol exi-

geait, au moment des récoltes, un supplément de travail que l'emploi de l'outillage d'alors ne permettait pas d'exécuter sans utiliser des bras plus nombreux que ceux dont on pouvait se contenter pour les soins d'entretien ou même pour la préparation de la terre et son ensemencement. Ces bras supplémentaires temporairement utilisés recevaient le nom de main-d'œuvre de complément.

C'étaient les émigrants, travailleurs ruraux étrangers, qui nous aidaient. Il en venait d'Espagne, d'Italie, de Pologne, de Belgique, etc...

Maintenant, c'est en permanence que cette main-d'œuvre sera nécessaire. Cette nécessité reconnue, le premier mouvement est de songer à la main-d'œuvre coloniale fournie par nos possessions du nord de l'Afrique ou plus lointaines encore. En effet, quelques essais tentés au début de la guerre ont donné, en Eure-et-Loir notamment, quelques résultats. Toutefois, nos colonies, qui ont payé un lourd tribut dans leur défense du territoire, ont, elles aussi, besoin de leurs travailleurs agricoles, mieux vaut donc les leur laisser et ne pas affaiblir le rendement de ces ouvriers en les dépay-sant. Dans ces conditions, la main-d'œuvre agricole étrangère reste pour nous la seule source où puiser.

Certes, il serait désirable que, pour la recruter, les associations professionnelles de notre pays puissent s'entendre directement avec les associations professionnelles espagnoles, italiennes, irlandaises, belges ou polonaises.

Malheureusement, ces diverses nations alliées ou neutres se rendent compte qu'en nous cédant des hommes, elles nous rendent un service qui, parfois, va à l'encontre de leurs intérêts, car elles aimeraient, dans certains cas, garder leur

main-d'œuvre. Elles ne nous la cèdent alors que moyennant compensation et la question de l'immigration étrangère doit faire l'objet de négociations diplomatiques. Tant qu'il en sera ainsi, l'entrée en France des ouvriers étrangers ne pourra avoir lieu que par l'entremise des rouages officiels. Il n'y a d'ailleurs pas de mal, au contraire, à ce que les nouveaux venus soient ainsi contrôlés. S'ils l'étaient davantage encore, on empêcherait plus complètement le séjour chez nous d'individus indésirables.

Il suffit que les travailleurs, dûment contrôlés et munis de pièces d'identité suffisante, soient, une fois l'examen médical subi, remis par les bureaux officiels d'immigration, soit aux patrons qui ont sollicité leur introduction en France, soit à des bureaux de placement qui les répartiront au mieux des intérêts locaux. Ainsi assisterons-nous à un commencement d'organisation du marché du travail agricole. Sur ce marché, provisoirement, nous ne verrons pas offrir les services des ouvriers agricoles de race jaune. Ce n'est pas que nous ne puissions en tirer parti, mais leur éloignement rend coûteux leur transport à pied d'œuvre et ne permet pas les retours fréquents au pays natal. Force est de recourir au recrutement familial qui, s'il a l'avantage d'être moral, est à peu près interdit par l'importance des frais.

Un traité d'immigration et d'émigration, de travail, d'assurance et de prévoyance sociale a été conclu entre la France et l'Italie le 30 septembre 1919. Toutes les questions y sont prévues, mais le traité paraît faire la part trop belle à l'Italie.

La vraie formule pour obtenir la main-d'œuvre de complément est donc de provoquer et de canaliser l'immigration étrangère ; nous sommes dans la bonne voie pour la

réaliser. L'intérêt de nos ouvriers ruraux exige que l'œuvre commencée soit poursuivie et revête un caractère de protection, tant pour les arrivants que pour ceux qui recevront des nouveaux venus l'aide nécessaire à la vie de la France.

L'équivalence des salaires devra être maintenue avant toutes autres choses et les effets des lois protectrices devront s'étendre tout aussi bien aux étrangers qu'à nos nationaux. Puisque nous en sommes sur cette question de protection, il est un point qui ne doit laisser indifférent quiconque veut se mêler de favoriser l'immigration de la main-d'œuvre étrangère : c'est celui du débauchage.

Bien qu'en principe les frais de voyage de l'immigrant doivent être supportés par ce dernier et ne lui être remboursés par son employeur qu'à l'expiration de son engagement, beaucoup d'ouvriers agricoles étrangers ne pourraient se rendre à pied d'œuvre si leur futur patron ne leur fournissait les moyens d'arriver jusqu'à lui. Quand ce sont des syndicats ou des bureaux départementaux de main-d'œuvre agricole qui se chargent des recherches et de l'embauchage pour le compte des particuliers, ils peuvent se faire donner une provision, afin d'être couverts de frais inévitables. D'une façon comme de l'autre, le patron, pour recevoir son ouvrier, consent donc une avance dont il n'est remboursé, et encore en nature, que lorsque l'ouvrier a exécuté une certaine somme de travail. Si son voisin, qui lui n'a eu aucune peine ni dépense, trouve à son goût l'immigré et le débauche de chez son employeur pour le prendre à son service, le plus souvent en lui accordant un petit avantage, il cause au patron importateur un réel préjudice. Ce préjudice doit être évité. Le meilleur moyen consisterait à prévoir le débours

par l'ouvrier de frais à rembourser ultérieurement, mais comme il ne peut, ainsi que nous venons le dire, toujours en être ainsi, il faudrait que le législateur intervint pour régler la question ou que les agriculteurs importateurs de main-d'œuvre étrangère constituassent des Caisses d'assurances mutuelles contre le risque du débouchage.

7° *Organisation du marché du travail agricole.* — Le travail des champs, en plus des aléas de toutes sortes, est soumis à toutes les influences qui sont sous la dépendance du sol, du climat, de la saison. Les conditions du travail et les modalités de sa rémunération sont extrêmement variables. Il faut, pour coordonner les unes et les autres, pour organiser, en un mot, le marché du travail agricole, un doigté tout spécial qui n'appartient qu'aux agriculteurs. Ce sont eux qui ont pris en mains la cause de la main-d'œuvre agricole. M. Fernand David, ancien ministre de l'Agriculture, avait, en 1912, l'heureuse idée d'appeler à lui des agriculteurs et de les réunir en une Société nationale de production de la main-d'œuvre agricole. Cette société avait un programme purement agricole et de nombreuses réformes ou créations ont été accomplies par elle. Puis, au début de la guerre, fut créé l'Office national de la main-d'œuvre agricole, qui est le prolongement de la Société de protection de la M. O. A. et est administré par les représentants de nombreux groupements agricoles qui lui apportent, avec leur autorité morale, leur concours financier. Nous avons déjà parlé de cet Office plus haut.

Puis, en 1916, M. Clémentel, alors ministre de l'Agriculture, décida d'instituer un Service de la main-d'œuvre agri-

cole à son cabinet. Un Service central existe donc en fait, ainsi que des Bureaux départementaux de main-d'œuvre agricole et des Bureaux d'immigration. Cette organisation n'attend plus qu'un statut légal. Il faut encore créer des Bureaux d'études juridiques sociales agricoles. Il faut aussi que, sur place, soient créés des instruments qui servent de traits d'union entre le Service central et le paysan français. Ces instruments seront les Bureaux départementaux de main-d'œuvre agricole, administrés par les représentants des groupements agricoles. Le Bureau départemental doit s'occuper de toutes les questions agricoles, répartition de la main-d'œuvre, tant française qu'étrangère. Il faut que le Bureau, une fois créé, puisse vivre, étant gratuit, avec des ressources qui lui viennent des subventions agricoles, du Conseil général, de l'Etat, de cotisations individuelles. Il doit se créer un fonds de prévoyance. Et, ainsi, il est un instrument très recommandable à utiliser en vue de l'organisation du marché du travail agricole.

Cette œuvre ainsi projetée et qui avait été déjà réalisée dans un certain nombre de départements doit être facilement continuée et mieux mise au point peut-être par les Chambres d'agriculture, à qui la loi du 25 janvier 1919 vient de confier le soin d'organiser le marché du travail agricole. Les articles 47, 48 et 48 *bis* contiennent un programme ouvrier agricole très complet. L'article 47 pose le principe de l'assurance ouvrière sous ses différentes formes : accidents, maladies, invalidités. L'article 48 a plus spécialement trait à l'accession des ouvriers à la propriété. Enfin, l'article 48 *bis* organise le marché du travail agricole.

Elles doivent assumer un rôle très actif en matière de

main-d'œuvre agricole et en particulier organiser les migrations saisonnières interrégionales, et, s'il y a lieu, des migrations étrangères d'ouvriers agricoles, créer des Bureaux de placement locaux et départementaux, ainsi qu'un Office national, constituer des Commissions d'arbitrage entre patrons et ouvriers, fonder des écoles d'apprentissage pour les ouvriers spécialistes, etc...

En somme, l'idée qui semble avoir prévalu dans les lois sur les Chambres d'agriculture paraît être de substituer aux initiatives individuelles l'effort collectif de toute la corporation dans un département ou plusieurs départements fédérés en région.

En matière de main-d'œuvre, les Chambres auront donc pour mission d'encourager toutes les œuvres destinées à retenir au village les ouvriers ruraux, mais étant donné l'énorme déficit des bras, du fait de la guerre, elles doivent se préoccuper du meilleur placement de l'immigration étrangère.

Gardons donc l'espoir que ces Chambres sauront considérer le problème dans toute son ampleur. Ceux qui aiment l'agriculture et qui s'intéressent à sa main-d'œuvre souhaitent que les cultivateurs ne s'aperçoivent pas trop tard qu'en n'osant pas entrer dans les vues nouvelles, dictées par les circonstances économiques, ils risquent de perdre l'initiative dans leurs exploitations.

CONCLUSION

En terminant, nous pouvons dire, comme M. Caziot dans son très bon livre *La terre à la famille paysanne* :

« En France, il nous faut tendre méthodiquement, mais énergiquement, vers la reconstitution et le développement de la propriété paysanne ou familiale, vers la reconstitution par le remembrement rationnel de la propriété pulvérisée ; vers le développement par la division de celles des grandes exploitations qui manquent de main-d'œuvre ».

On arrivera ainsi au relèvement de notre pays par la fixation à la terre d'un plus grand nombre de travailleurs, par l'accroissement de notre population agricole et l'augmentation de la production des denrées alimentaires de première nécessité.

Le remède le plus énergique à la crise de la main-d'œuvre agricole, ce sera de s'orienter vers l'accession des ouvriers agricoles à la propriété, et cette tâche s'imposera au syndicalisme agricole.

Nous demandons donc aux syndicats agricoles d'appuyer de toute leur énergie l'œuvre de reconstitution nationale qui est nécessaire. L'avenir tout entier du pays y est intéressé.

Ils représentent maintenant la force agissante du monde agricole français ; qu'ils fassent de la reconstitution de la propriété un des articles de leurs revendications professionnelles, et, si ce projet entre un jour prochain dans le domaine de la réalisation, qu'ils secondent de toutes leurs forces son exécution. Ils permettront ainsi d'atteindre le but que nous cherchons tous : la grandeur et la richesse de notre pays.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

P. APPELL.

Vu :

Le Président de la Thèse,

A. SOUCHON.

Vu :

Le Doyen,

F. LARNAUDE.

